



CTB

RAPPORT FINAL

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL PAR LA MISE EN ŒUVRE D'UN PROGRAMME DE PAVAGE À HAUTE INTENSITÉ DE MAIN D'ŒUVRE

BDI 0804911 ET BDI 0905211



Apprentissages sur chantiers écoles à Kamenge © CTB/programme pavage/Rosalie Colfs

Table des matières

TABLE DES MATIERES	2
APPRECIATION GENERALE	6
PARTIE 1 : RESULTATS ATTEINTS ET ENSEIGNEMENTS TIRES	8
1 APPRECIATION DE LA STRATEGIE D'INTERVENTION	8
1.1 CONTEXTE	8
1.2 CHANGEMENTS SIGNIFICATIFS DANS LA STRATEGIE D'INTERVENTION	12
2 RESULTATS ATTEINTS	14
2.1 MATRICE DE MONITORING	14
2.2 ANALYSE DES RESULTATS	24
3 DURABILITE	30
4 APPRENTISSAGE	32
4.1 ENSEIGNEMENTS TIRES	32
4.2 RECOMMANDATIONS ET CONCLUSIONS	32
PARTIE 2 : SYNTHESE DU MONITORING (OPERATIONNEL)	34
1 SUIVI DES DECISIONS PRISES PAR LA SMCL	34
2 DEPENSES	35
2.1 TAUX DE DECAISSEMENT DE L'INTERVENTION	35
3 PERSONNEL DE L'INTERVENTION	37
4 MARCHES PUBLICS	40
5 ACCORDS D'EXECUTION	45
6 ÉQUIPEMENTS	55
7 CADRE LOGIQUE:	57
8 MATRICE DE MONITORING COMPLETE	64
9 OUTILS ET PRODUITS	65

ACRONYMES

ABUTIP	Agence burundaise pour la réalisation des travaux d'intérêt public
AGR	Activité génératrice de revenus
AMI	Appel à manifestation d'intérêt
ATP	Association de tailleurs de pavés
DSP	Délégation de service public
ETP	Equivalent temps plein
EIES	Etude d'Impact environnemental et Social de l'exploitation des carrières de pavés
HIMO	Haute intensité de main d'œuvre
hj	Hommes jours
hm	Hommes mois
IGG	Ishirahamwe ryo Gushigikirana no Kuguranana (groupement d'auto - entraide et d'auto financement)
km	kilomètres
M&E	Monitoring and Evaluation
ME	Micro entreprise
MEEATU	Ministère de l'Eau, l'Environnement, l'Aménagement du territoire et de l'Urbanisme
MININTER	Ministère de l'Intérieur et de la Formation Patriotique
ml	Mètres linéaires
NA	Non applicable
ND	Non déterminé
OIT	Organisation Internationale du travail
PPP	Partenariat public privé
PTPCE	Programme de travaux publics et créations d'emplois
PTPGU	Programme de travaux publics et gestion urbaine
SETEMU	Régie des services techniques municipaux
SIG	Système d'information géographique
SMCL	Structure mixte de concertation locale
STEP	Station d'épuration (eaux usées)
T eq	Tonnes équivalent

FICHE D'INTERVENTION

NOM PROJET	DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DE LOCALITÉS PAR LA MISE EN ŒUVRE D'UN PROGRAMME DE PAVAGE À HAUTE INTENSITÉ DE MAIN D'ŒUVRE (HIMO)
CODE PROJET	BDI 0804911 - BDI 0905211
ZONE D'INTERVENTION	BUJUMBURA (BWIZA, NYAKABIKA, KAMENGE, KINAMA, CIBITOKÉ) VILLE PROVINCIALE DE KIRUNDO
BUDGET	16.000.000 €
PERSONNES CLÉS	SETEMU – SERVICES TECHNIQUES MUNICIPAUX ADMINISTRATIONS COMMUNALES GOUVERNEURS DES PROVINCES DIRECTION ENSEIGNEMENT DES MÉTIERS
INSTITUTIONS PARTENAIRES	MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR – DIRECTION GÉNÉRALE DE LA DÉCENTRALISATION MINISTÈRE DE L'EAU, DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'URBANISME – DIRECTION GÉNÉRALE DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT
DATE CONVENTION DE MISE EN ŒUVRE	BDI 0804911 : 6/02/2009 – 10.000.000 EUROS BDI 0905211 : 5/02/2010 – 6.000.000 EUROS
DURÉE (MOIS)	60 MOIS BDI 0804911 (12 MOIS DE PROLONGEMENT DE LA CS PAR ÉCHANGE DE LETTRES) 48 MOIS BDI 0905211
GROUPES CIBLES	HABITANTS DES COMMUNES CIBLES DE BUJUMBURA TAILLEURS DE PAVÉS (BUJUMBURA ET KIRUNDO) COMMUNES VILLE DE KIRUNDO
IMPACT- OBJECTIF GLOBAL	FAVORISER LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE PAR LA MISE A NIVEAU DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT INTRA-URBAINES.
OUTCOME - OBJECTIF SPÉCIFIQUE	REHABILITER DURABLEMENT LE RESEAU INTRA URBAIN DE CENTRES URBAINS PAR LE BIAIS DE CHANTIERS A HAUTE INTENSITE DE MAIN D'ŒUVRE SOUS OBJECTIFS : <ol style="list-style-type: none"> 1. <i>Construction et protection des routes pavées.</i> 2. <i>Mise au travail et développement des capacités de la population en vue d'une insertion socio économique</i>
OUTPUTS - RESULTATS	
VOLET A : KIRUNDO	LES ROUTES CIBLÉES À KIRUNDO SONT PAVÉES
VOLET C : BWIZA NYAKABIGA	LES ROUTES CIBLÉES À BWIZA NYAKABIGA SONT PAVÉES
VOLET D : PAVAGE HIMO À KAMENGE, KINAMA ET CIBITOKÉ	RÉSULTAT 1 : RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES SETEMU
	RÉSULTAT 2 : DES COMPÉTENCES SONT DÉVELOPPÉES AU SEIN DE LA POPULATION CIBLE
	RÉSULTAT 3 : UN NOMBRE DE ROUTES À KAMENGE/ KINAMA/ CIBITOKÉ SONT PAVÉES
	RÉSULTAT 4: LA COLLECTE DES DÉCHETS SOLIDES EST

	AMÉLIORÉE
	RÉSULTAT 5 : DES ÉTUDES D'AMÉNAGEMENT URBAIN SONT FAITES
PERIODE COUVERTE PAR LE RAPPORT	2009 À JUIN 2014.

Note importante :

Le présent rapport couvre les réalisations dans le cadre du projet de pavage depuis 2009 (arrivée du coordinateur en juin 2009) à mi 2014 ; fin du financement.




Ce rapport fait référence aux évaluations déjà réalisées et différents rapports d'activités annuels élaborés et validés.

Le présent rapport est le rapport final de l'intervention couverte par le financement global de 16 millions d'euros. Néanmoins suite à ce financement, une phase de consolidation et d'amélioration environnementale continue les activités du projet et une partie des résultats seront déclinées à partir de juillet 2014 sur un financement complémentaire de 4 millions (BDI 1307711).

L'intervention et le présent rapport sont également documentés par l'évaluation finale (par des évaluateurs indépendants) effectuée en septembre 2014 et par l'étude socio-économique menée en juillet 2014 (baseline + 3 ans).

Appréciation générale

Décrivez votre appréciation générale de l'intervention:	Décrivez votre appréciation générale de l'intervention:
<p>Le programme pavage a été exécuté en cohérence avec la stratégie du pays en matière de réintégration socio-économique de la population affectée par la crise et pour le relèvement économique. La modalité d'exécution du chantier HIMO qui allie les activités physiques de construction de routes pavées, les formations humaines, les formations professionnelles, les formations entrepreneuriales et l'épargne capitalisée par le travail est une stratégie nouvelle de création d'emplois, de développement des compétences personnelles et de stimulation d'investissement dans les milieux pauvres des quartiers périphériques des villes.</p> <p>Au-delà des infrastructures construites, la modalité de chantier école pavage éduque à un changement de comportement dans le contexte post conflit du pays (plutôt le travail que le banditisme, la prostitution, la violence, la mendicité,...) et fait apparaître des emplois post projet de manière personnelle et via une structuration de personnes en groupements pré coopératifs de service pour la collecte de déchets ménagers (assainissement urbain) et le compostage (en perspective).</p> <p>Le projet a permis de dynamiser l'économie de la zone d'intervention dans différents secteurs d'activités. Le renforcement des compétences s'est opéré au sein des individus prenant part aux actions du projet ; des départements étatiques sectoriels, des communes et des communautés organisées en groupements pré coopératifs autogérés dans le domaine des métiers principalement du commerce et de la transformation alimentaire ; du génie civil et de l'assainissement.</p> <p>Par rapport à la pertinence, ce projet s'est basé sur des politiques nationales de lutte contre la pauvreté s'inscrivant dans le cadre des OMD. Il a développé non seulement des infrastructures routières tant demandés et nécessaires pour les populations bénéficiaires (plus de 36 km de routes pavées et il a également intensifié un système de drainage des eaux pluviales) et a intensifié des formations professionnelles innovantes (petits métiers visant une autonomie professionnelle et socioéconomique) et entrepreneuriales, des formations humaines (VIH/SIDA, gestion pacifique des conflits, hygiène et assainissement, etc.) pour le changement de comportement. Toutes ces formations ont concouru au développement intégral de la personne humaine. Il importe de</p>	<p>S'agissant de l'efficacité, le projet a formé de nombreuses personnes (8% des familles de la zone de l'intervention) par les pratiques de chantier école qui ont contribué énormément au renforcement de leurs capacités professionnelles (niveau maîtrise, diplôme des études spécialisées, formations avancées en informatique avancée, etc.).</p> <p>La qualité des infrastructures est haute voire très haute pour le pavage en régie de travaux tout en ayant un avantage financier comparatif pour la route par rapport au pavage à l'entreprise (plus de 25% moins chère) avec 40% d'emplois créés en plus.</p> <p>Toutes les évaluations réalisées ont démontré que l'intervention était pertinente et efficace.</p> <p>Le volet de valorisation des déchets ménagers a été très bien géré aux yeux des évaluateurs, surtout en tenant compte du contexte difficile (quartiers défavorisés, structure très faible des communes...). Toutes les trois communes ont été coopératives et se sont efforcées dans la mesure de leurs moyens pour assumer leur responsabilité relative aux prélèvements des taxes de déchets et l'exploitation des zones de transit. Le tri et le compostage ainsi que l'organisation et la planification générale ont été cédés aux groupements pré coopératifs sur accompagnement et couverture de l'administration communale.</p> <p>Au niveau institutionnel, la durabilité a été acquise car toutes les institutions partenaires ont été sensibilisées sur le bien-fondé et les voies de pérennisation de ces ouvrages. De par leur forte implication dans différentes démarches de mise en œuvre du projet et surtout de la stratégie de pérennisation, il apparaît, chez ces partenaires, une conscience réelle du bien fondé et de l'impact social et économique du projet.</p> <p>La durabilité a été donc potentiellement acquise mais reste un des points les plus importants à accompagner et à améliorer, surtout au niveau organisationnel et financier par le gouvernement burundais en impliquant au grand maximum la communauté et l'autorité locale.</p> <p>Les durabilités socio-économique et technique ont été atteintes mais les systèmes de financement de l'entretien et de réparation des routes constitueront un point d'attention au</p>

<p>signaler aussi que l'intervention s'inscrivait dans un cadre légal et socioéconomique du Burundi et ses actions étaient en parfaite adéquation avec le principe de coopération au développement durable, d'où sa pertinence réelle.</p> <p>L'appréciation de l'intervention par rapport à la durabilité est aussi très positive. En effet, une route pavée peut durer 30 ans au moment où la route goudronnée dure 15 ans. La durabilité c'est aussi par rapport à l'appropriation des communautés qui contribuent à leur niveau dans les travaux de nettoyage des caniveaux (via les travaux communautaires), payent les frais d'évacuation et de traitement des déchets ménagers qui eux aussi font partie des menaces réels aux ouvrages. La durabilité a été envisagée par le programme pour ce qui est de gros travaux nécessitant des interventions. En collaboration avec les SETEMU, une brigade pavage équipée et formée a été mise en place afin d'assurer des réparations éventuelles. Il est clair que l'administration communale est la première à suivre et coordonner ces travaux.</p>	<p>niveau de la commune Ntakangwa (quartiers Kamenge ; Kinama et Cibitoke) et Mukaza (quartier de Nyakabiga) à Bujumbura et dans la ville de Kirundo.</p>	
<p>Notez votre appréciation générale de l'intervention ¹:</p>	<p>Notez votre appréciation générale de l'intervention ²:</p>	
<p>Fonctionnaire exécution nationale³</p>	<p>Fonctionnaire exécution CTB⁴</p>	
<p>Très satisfaisant</p>	<p>Très satisfaisant</p>	
<p>Léonard Ntandikiye Ministère de l'Intérieur</p>	<p>Marcel Bibonimana Ministère de l'Eau, l'Environnement, l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme</p>	<p>Olivier Chanoine Délégué à la cogestion CTB</p>
		

¹ Très satisfaisant - Satisfaisant - Insatisfaisant, en dépit de certains éléments positifs - Insatisfaisant

² Très satisfaisant - Satisfaisant - Insatisfaisant, en dépit de certains éléments positifs - Insatisfaisant

³ Nom et signature

⁴ Nom et signature

PARTIE 1 : Résultats atteints et enseignements tirés

1 Appréciation de la stratégie d'intervention

1.1 Contexte

1.1.1 Contexte général

Ce programme de pavage à haute intensité de main d'œuvre a été développé afin d'assurer la réduction du chômage, la création d'emplois, la formation et le développement d'activités génératrices de revenus via une mise à niveau des infrastructures de transport en milieu urbain.

Malgré sa visibilité 'infrastructures', ce programme peut être considéré comme un programme de développement économique et social intégré dont les secteurs touchés sont l'éducation/réinsertion socio professionnelle (formations humaines -dont alphabétisation des adultes- et professionnelles des adultes et création de groupes professionnels), la gouvernance (formation en éducation civique et concertation avec les communes), la décentralisation (appui à la gestion des communes et possibilité de lever les contributions des habitants) ainsi qu'une reconstruction économique et sociale des communes.

Ce contexte applique les fondements de la coopération au développement « La Coopération belge au développement est axée sur le développement humain durable. Elle ambitionne d'atteindre cet objectif en luttant contre la pauvreté et en appuyant la consolidation de la démocratie et de l'État de droit ».

De manière parallèle ; le Burundi a réaffirmé dans le Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté deuxième génération sa volonté d'éradiquer le non emploi en maximisant les travaux à haute intensité de main d'œuvre.

Enfin, le contexte de décentralisation en cours au Burundi permet une meilleure concertation et appropriation des communes cibles du projet, ce qui est très porteur dans le contexte de proximité appliqué par le projet.

Du point de vue belge, le contexte a changé de manière sensible de par la loi de la coopération du 19 mars 2013. De fait ; la nouvelle loi est en parfaite adéquation avec les objectifs du projet.

Les articles principaux sont :

Art. 3. *La Coopération belge au Développement a comme objectif général le développement humain durable et entreprend, pour atteindre cet objectif, des actions qui contribuent à une **croissance économique durable et inclusive** pour une amélioration des conditions de vie de la population dans les pays en développement et à leur **développement socioéconomique** et socioculturel, afin d'éradiquer la pauvreté, l'exclusion et les inégalités. (...)*

⇒ *Le projet promeut le développement économique et social de localités, améliorant de facto les conditions de vies des personnes par l'emploi créé (1million d'euros de bourses d'apprentissage/d'installations octroyées) et l'activité créée via les AGR et micro entreprises. Aucune discrimination ou sélection n'est faite pour accéder aux*

possibilités du projet.

Art. 5. En vue d'atteindre ses objectifs généraux, la Coopération belge au Développement promeut également **la croissance économique inclusive, équitable et durable, donnant priorité à l'entrepreneuriat local, à l'économie sociale et à l'Agenda pour le travail décent de l'OIT**

- ⇒ Le développement économique est inclusif car les chantiers écoles sont accessibles aux premiers bénéficiaires (habitants des communes) et il est maximisé par la haute intensité de main d'œuvre qui permet d'atteindre plus de bénéficiaires.
- ⇒ L'entrepreneuriat et la micro entreprise locaux sont entre autres promues par des structurations d'entreprises (via la constitution de groupements pré coopératifs) permettant à celles-ci de répondre à des appels d'offres.

Art. 6. Dans les pays en développement, la Coopération belge au Développement vise à :

1° Financer des programmes socioéconomiques destinés à améliorer le climat d'investissement **pour renforcer les capacités productives locales** des pays en développement;

2° Appuyer le développement du secteur privé local, notamment par l'octroi de crédits, le renforcement des capacités des petites et moyennes entreprises et des micro-entrepreneurs, et par la prise de participations dans des entreprises locales;

(...)

- ⇒ Même si les aspects de renforcement du climat d'investissement est hors de notre sphère de contrôle ou d'influence, les aspects de mise en place de micro entreprises liées au pavage ou non et d'activités génératrices de revenus - transformatrices d'intrants (principalement agricoles) permet au niveau le plus bas de l'échelle de renforcer les capacités locales.
- ⇒ Les aspects sociaux du projet appuient les plus petites entreprises (souvent unipersonnelles) qui contribuent ou sous traitent aux petites et moyennes entreprises.

Art. 11.§ 1er. Conformément aux articles 4 et 5, la Coopération belge au Développement intègre comme thématiques prioritaires :

1° les droits humains, en ce compris les droits des enfants;

2° le travail décent et durable;

3° la consolidation de la société.

- ⇒ Le travail décent est au centre de notre chantier école car sans être un emploi au sens propre du terme, les chantiers écoles promeuvent un travail de qualité, de durée convenable, avec possibilité de recours des décisions, ... et enfin une prime journalière d'apprentissage fixée et ajustée selon le niveau de vie de Bujumbura.
- ⇒ L'appui aux communes effectué dans le cadre de la gestion des déchets et de l'entretien des routes est au cœur de la consolidation de la société et de la responsabilisation de l'autorité locale. De plus, les formations en éducation civique permettent une consolidation de la société de manière au départ personnelle.

Art. 11.§ 2. La Coopération belge au Développement intègre de façon transversale dans toutes ses interventions :

1° la dimension du genre, qui vise l'empowerment des femmes et l'égalité des hommes et des femmes dans la société ;

2° la protection de l'environnement et des ressources naturelles, y compris la lutte contre les changements climatiques, la sécheresse et la déforestation mondiale.

- ⇒ Les femmes sont plus nombreuses dans nos chantiers écoles (52 %) et accèdent à des postes de responsabilités techniques alors que le domaine de la

construction ne permet d'ordinaire à peu d'entre elles d'accéder à ces responsabilités.

- ⇒ *De plus les formations humaines et professionnelles permettent une meilleure position des femmes dans la gestion et l'économie du ménage, ainsi que dans la communauté.*

La dimension environnementale est prise en compte dans toutes les activités du programme

- ⇒ *La mise en place d'un système de gestion intégré des déchets solides permet de réduire significativement la dispersion des éléments solides polluants des quartiers d'intervention : avant l'intervention, les déchets solides étaient laissés dans la rue et les caniveaux, brûlés ou jetés dans la principale rivière traversant les communes d'intervention.*
- ⇒ *Le système de pré-collecte et de collecte de déchets en HIMO mis en place est particulièrement sobre en carbone, puisqu'il permet de réduire de plus de 50 % les consommations de carburant par comparaison aux autres systèmes en place à Bujumbura.*
- ⇒ *La création de nouvelles filières de recyclage de déchets permet de diminuer l'impact environnemental des déchets :*
 - *l'expérience de compostage de la fraction organique des déchets ménagers collectés permet de réduire significativement les émissions de méthane, gaz à haut pouvoir de réchauffement climatique (potentiel de plusieurs dizaines de milliers de Teq carbone à éviter sur dix ans ; une étude finance carbone afin de bénéficier du mécanisme de développement propre sont en cours).*
 - *L'expérience de production de briquettes de combustibles (plusieurs tonnes par mois) à partir de déchets permet d'envisager de lutter significativement contre la déforestation, problème majeur au Burundi. Le potentiel de ces filières reste cependant à exploiter via un changement d'échelle.*
- ⇒ *Les coopératives de production de pavés sont accompagnées en vue de limiter l'impact environnemental de l'activité. Le programme accompagne la fermeture des carrières via la reforestation et la protection de l'environnement contigu.*
- ⇒ *L'appui institutionnel réalisé auprès du MEEATU par le programme pavage va dans le sens d'une meilleure mise en application des normes environnementales dans le secteur de l'assainissement.*
- ⇒ *Les caniveaux à large diamètre et la plantation en grand nombre d'arbres et d'herbes fixatrices de sols permettent une meilleure incorporation environnementale du projet dans la zone urbaine.*

1.1.2 Contexte institutionnel

La collaboration avec les ministères partenaires cogérants et le programme pavage est effective et ils offrent un ancrage institutionnel solide dans les principaux domaines tels que la gestion avec les communes et l'écoulement des eaux. Un rattachement au ministère des Travaux Publics n'aurait pas été positif de par le peu d'intérêt de ce ministère pour les routes secondaires.

Un ancrage au ministère ayant en charge l'enseignement des métiers aurait été judicieux, néanmoins un rapprochement a été fait par un accord sur la mise en place de chantiers écoles et une collaboration effective dans le cadre de l'incorporation sur nos chantiers écoles de plus de 35 lauréats issus des écoles techniques permet de créer des synergies positives. Cet ancrage serait une innovation pour le pays via la formation des jeunes par leurs pairs adultes / transfert de compétences techniques inter générations.

En plus, les aspects « réduction de la pauvreté et chantiers en HIMO » sont inscrits dans la politique du gouvernement (CSLP 1 & 2 entre autres) ; donc tous ministères confondus.

Le travail avec la mairie de Bujumbura et les Services Techniques Municipaux (sous tutelle tous deux du ministère de l'intérieur) permet une avancée dans la décentralisation dans les communes Nord de Bujumbura. Un travail d'appui aux communes dans leur responsabilisation au niveau déchets et entretien des routes est en cours.

A contrario, le transfert de la responsabilité de la décentralisation au niveau national depuis le ministère de l'Intérieur vers le ministère du Développement Communal en 2012 diminue de facto notre implication dans la décentralisation des communes cibles (principalement output 6/La collecte des déchets est améliorée).

Une collaboration organisationnelle et technique avec le PTPCE – PTPGU et l'ABUTIP (issus du ministère des Travaux Publics) permet une synergie dans des domaines d'action (techniques) similaires.

Le projet fait partie du comité de suivi de la Politique Nationale de l'Assainissement dirigée par le MEEATU et le projet a mené et financé l'étude sur le schéma directeur des eaux usées de Bujumbura (avec comme comité de pilotage principalement Mairie – SETEMU – ministères).

1.1.3 Contexte de gestion : modalités d'exécution

Malgré les retards encourus durant les procédures de marchés publics, les modalités d'exécution sont en adéquation avec les activités du programme, permettant une meilleure appropriation par les structures nationales.

L'attribution retardée du Marché Public pour les travaux de pavage à l'entreprise à Kirundo (valeur environ 1,5 millions Euros, 7 lots) a nécessité une prolongation de la convention spécifique de 12 mois, soit jusqu' au 17 décembre 2014.

1.1.4 Contexte HARMO

Il est certainement à noter une très forte appropriation du programme par le gouvernement du Burundi et ce malgré que le projet en cours ne soit pas dans un programme sectoriel appuyant un secteur/ministère dans son ensemble.

Le gouvernement du Burundi à ce sujet met en avant les avancées du projet dans les domaines de reconstruction des communes, d'accès aux formations professionnelles menant à un emploi durable pour les bénéficiaires, de sortie de la pauvreté pour un nombre élevé de personnes non formées et souvent analphabètes et enfin d'amélioration de la sécurité (réinsertion des ex belligérants entre autres).

Une collaboration organisationnelle et technique avec le PTPCE – PTPGU et l'ABUTIP (respectivement projet et agence d'exécution du ministère des Travaux Publics) permet une synergie et une collaboration effective dans des domaines d'actions similaires.

Le programme pavage a comme partenaire technique permanent, la Régie des SETEMU (dépendant de la Mairie de Bujumbura) et travaille de manière rapprochée avec la Mairie de Bujumbura (entretien des rues et stratégie dans la gestion des déchets entre autres).

Concernant la stratégie du volet gestion des déchets, elle a été mise en place en collaboration avec les administrations communales bénéficiaires. Elles gèrent cette nouvelle compétence dans le respect des principes de la loi de décentralisation qui se met peu à peu en œuvre. Cette stratégie a également été élaborée dans le respect des grands principes de la Politique Nationale d'Assainissement.

Dans le cadre de la politique en matière de justice, les complémentarités ont été trouvées en incorporant les ex détenus au sein de nos chantiers écoles ; mettant en application les objectifs de la Direction Générale des Affaires Pénitentiaires (Ministère de Justice) en matière d'actions post prisons en faveur des ex détenus. Une collaboration effective a été

mise en place incluant la présente DG, le projet justice et l'ONG Terre des Hommes.

L'alignement et la collaboration avec la direction ayant l'enseignement des métiers à sa charge s'est faite par des formations de chantiers écoles qui suit le concept de formations par modules. De plus, depuis fin 2013 une prise en charge au sein des chantiers écoles d'ex-lauréats des centres de formation technique de l'Etat permet une synergie positive avec ce même ministère. Ces activités ont été appuyées par le projet AFTP cogéré par le ministère de l'éducation et la CTB, concrétisant une harmonisation avec le secteur 'éducation', sur sa composante formation professionnelle et technique.

1.2 Changements significatifs dans la stratégie d'intervention

L'étude d'impact social et environnemental dans les zones des carrières a été un préalable pour prévenir les effets négatifs et adopter les mesures de protection qui rendent durable l'exploitation des carrières, assurent un travail décent des manœuvres et une utilisation à long terme des sites carriers.

L'orientation prise via la formulation du BDI 0905211 (fin 2009) afin que les bénéficiaires du projet aient comme seule contrainte d'être habitants de la zone d'intervention a été à l'origine du succès du projet. De fait, le choix des bénéficiaires basé sur les critères de réinsertion des victimes du conflit, des protagonistes du conflit ou des adultes associés a été remplacé par un tirage au sort permettant à tout un chacun de participer. Vu le contexte économique et politique dans les communes d'intervention, toute personne volontaire pour incorporer les chantiers écoles était une personne en situation précaire et était neutre au niveau politique. Ce système a favorisé la mixité politique et ethnique au sein des chantiers écoles, favorisant la réconciliation par le travail et a permis d'augmenter le respect entre d'anciens protagonistes du conflit, d'éviter des conflits entre les communautés, l'administration communale et l'autorité centrale au pouvoir. Enfin cela a permis d'assurer une appropriation maximale des communautés.

La modalité d'exécution du chantier école (régie par la direction générale ayant la charge de l'enseignement des métiers) a remplacé la modalité d'exécution de salariés régis par le code de travail qui n'était pas adapté au contexte de chantiers écoles et des bénéficiaires (personnes sans qualifications ; en demande d'emploi et de formations) qui suivent un panel de formations : la formation humaine de changement de comportement, la formation professionnelle de renforcement et d'acquisition de compétences techniques, l'épargne capitalisée par le travail et la structuration en groupements pré coopératifs en plus des chantiers écoles de constructions de routes.

Les autres réorientations stratégiques en tant que telles ne sont pas applicables en cette fin de projet. Par contre, un nouveau projet, en continuation de celui-ci (BDI 1307711) a démarré en juillet 2014 mettant en avant des orientations stratégiques complémentaires telles que la capitalisation et la diffusion des résultats et accorde une plus grande importance à la gestion des déchets.

Les aspects de duplication de la méthodologie HIMO (avec outils de capitalisation, boîte à outils, gestion HIMO de chantiers, ...) et la méthodologie de chantiers écoles sont les réorientations stratégiques importantes qui sont mises en action dans le projet suivant (phase de consolidation technique et améliorations environnementales).

De plus, le projet BDI 1307711, continuation et consolidation de cette intervention, prendra comme objectif de diffuser et faire approprier les bonnes pratiques mises en œuvre dans ce projet.

La durabilité du système communal de gestion des déchets est une orientation stratégique principale et commencée à la mi 2014.

Enfin, compte tenu de l'augmentation des épisodes pluvieux violents et récurrents (dus probablement aux changements climatiques), le projet doit assurer un écoulement des eaux adéquat dans les zones urbaines cibles ainsi qu'en aval et amont de celles-ci. Des études techniques seront menées début 2014 afin de déterminer et de chiffrer les actions urgentes à mener.

2 Résultats atteints

2.1 Matrice de monitoring

OUTCOME : Réhabiliter durablement le réseau routier intra-urbain de localités par le biais de chantiers de pavage à haute intensité de main d'œuvre. Cet outcome peut être décliné en deux sous objectifs principaux :					
⇒ Construction et protection des routes pavées.					
⇒ Mise au travail et développement des capacités de la population en vue d'une insertion socio-économique					
Résultats / Indicateurs	Valeur de la baseline	valeur année 2013	Valeur juin 2014	Cible finale	Commentaires
Distance et surface pavées	0	25,299 km 135.000 m ²	36.808 km 215.000 m ²	40 km	Cible finale diminuée par les travaux sur le réseau des eaux pluviales plus importants en activités et couts
Nombre d'Hommes/jours de travail créés	0	1.214.244 hommes jours	1.303.740 hommes jours	1.400.000 hommes jours	Soit 5432 années de travail
Nombres de personnes formées (apprenants et tailleurs)	0	2047 apprenants 693 tailleurs	2875 apprenants 695 tailleurs	3000 apprenants	

Output 1 : VOLET A KIRUNDO : Les routes ciblées à Kirundo sont pavées					
Résultats / Indicateurs	Valeur de la baseline	Progrès année 2013	Cible finale	Valeur finale obtenue juin 2014	Commentaires
Distance et surface pavées	0	NA	8 km 48.000 m ²	8.415 Km 38.732 m ²	Travaux finalisés à 105 % par rapport à la prévision annuelle et à 140 % par rapport à l'estimation prévue au début du projet
Sécurité = nombre de ralentisseurs	0	NA	22 ralentisseurs	22 ralentisseurs	
Temps des trajets	Environ 4 minutes par kilomètre	ND	3 minutes par kilomètre	3 minutes par kilomètre	Le temps de trajet n'est pas un indicateur car dans les zones urbaines il faut limiter la vitesse afin d'éviter des accidents avec les usagers faibles
Longueur de caniveaux de drainage	0	9507 m	11187 mètres	11204 mètres	Travaux terminés en 2014
Nombre de riverains ou parcelles sur route pavée	0	Estimation de 365	350	350	Ménages directement limitrophes d'une rue pavée
Nombre d'hommes jours (mise au travail) via les entreprises.	0	25383 hj	45000	45000 hj	Travaux terminés en 2014. Aspect genre limité ; ,16% femmes, sur les chantiers.
Nombre d'hommes jours (mise au travail) via les ATP	0	80.000	100.000	100.000	Les pavés ont été livrés aux entreprises, sont à rajouter les 900.000 pavés venant de ECBROH ; env. 20.000 hj
Nombre de tailleurs formés à l'exploitation de carrière.	0	340	340	340	Tailleurs en activités et formés sur le tas. Peu sont restés dans ce domaine de travail après les chantiers
Contribution aux recettes fiscales communales via l'exploitation de carrières et pourcentage du budget communal	0	25 millions BIF prévus	25 millions BIF prévus	25 millions BIF prévus	Au prorata de 10F par pavé de qualité réceptionné et facturé. Chaque commune organise le recouvrement.

Output 2 : Une deuxième phase du pavage à Bwiza – Nyakabiga est achevée				
Résultats / Indicateurs	Valeur de la baseline	Cible finale	Valeur finale obtenue (2011)	Commentaires
Nombre de kilomètres pavés	0 km	4 km	4,080 km	Toutes les rues prévues ont été faites
Temps de trajets	3 minutes 51 secondes /km (231 secondes/km)	ND	3 minutes 11 secondes/ km (191 secondes/km)	19 ralentisseurs
Drainage amélioré (caniveaux créés et exutoire)	0 km	4 km	4,930 km	Dont 850 mètres de collecteur à larges dimensions

Output 3 : pavage HIMO à Kamenge, Kinama et Cibitoke. Résultat 1 : Renforcement des capacités des SETEMU

Résultats / Indicateurs	Valeur de la baseline	Progrès année 2013	Progrès juin 2014	Cible finale	Valeur finale obtenue	Commentaires
Augmentation du parc d'engins de chantiers pour les SETEMU	0	1 chargeur sur pneus, 2 compacteurs, 2 camions 18T, 6 pickups simples cabine, 4 bétonnières, 8 plateaux remorques, divers outils	1 pick up 8 bétonnières, 4 mini dumpers en plus	1 pick up 8 bétonnières, 4 mini dumpers en plus	1 chargeur sur pneus, 2 compacteurs, 2 camions 18T, 7 pickups simples cabine, 8 plateaux remorques ; 8 bétonnières ; 4 mini dumpers et divers outils	un pick up simple cabine a été cédé au SETEMU ; le reste a été transféré au BDI 1307711 (à céder au partenaire en fin du Programme Pavage dans sa globalité)
Fonctionnalité du service de maintenance SETEMU	Ne fonctionne pas, pas de parc	0	En cours de finalisation	Véhicules en cours de réhabilitation	Service de maintenance est fonctionnel ; Véhicules en cours de réhabilitation	Retard dû à la disponibilité des pièces (finalisé en Q4 2014) Nous avons formé trois personnes (2 mécaniciens pour les entretiens et un chef de garage pour le suivi et la gestion charroi). Un garage a été aménagé et différents outils de garage ont été octroyés
RH SETEMU utilisées	0	4830 hommes jours utilisés	3530 hommes jours utilisés en 2014	ND		RH utilisées suivant les besoins des chantiers

RH SETEMU formées	0	Gestion de chantiers et brigade pavage 5 RH concernés Voyage d'études 'déchets' à Kigali effectué en 2013	Formation in situ en mécanique (en cours) en gestion logistique et gestion de stock Gestion de chantiers et brigade pavage 9 RH concernés	Formation in situ (sur chantiers), logistique et mécanique	Formations effectuées	Formations ad hoc
Présence plateforme SIG	Non existence	Plateforme SETEMU locale présente (et dotée de matériels) mais non proactive	Plateforme SETEMU locale présente (et dotée de matériels) mais non proactive	Plateforme SETEMU présente et efficace	Plateforme SETEMU présente	A ce jour, Plateforme non employée par les SETEMU
Mise en place de la Brigade pavage	0	Mise en place et active	Mise en place et active autonomement financière	Mise en place, financièrement autonome et active	Mise en place, financièrement autonome et active	Travail dépend des commandes de la part des autorités

Output 4 : pavage HIMO à Kamenge, Kinama et Cibitoke. Résultat 2 : Des compétences sont développées au sein de la population cible						
Résultats / Indicateurs	Valeur de la baseline	Progrès année 2013	Progrès juin 2014	Cible finale	Valeur finale obtenue	Commentaires
<i>type de formations de connaissance proposées (humaines et entrepreneuriales)</i>		8	8	ND	8	En vue de remédier aux déficiences constatées dans les formations, deux nouvelles ONG ont été recrutées respectivement pour la formation entrepreneuriale et pour l'hygiène et l'assainissement. L'action de l'ONG entrepreneuriale est complétée par les services d'une technicienne pour le suivi et les formations adaptées en AGR (comptabilité simplifiée)
<i>nombre de bénéficiaires de formations de connaissance</i>		3067 FH 2658 FE	3492 FH 3174 FE	3000 FH 2400 FE	3492 FH 3174 FE	FH=formations humaines FE=formation entrepreneuriale
<i>Type de formation de renforcement et de validation des compétences (alphabétisation, professionnelles, et chantiers écoles),</i>		25	25	25	25	La formation bar et restaurant a été scindée en deux : art culinaire et petites transformations agro alimentaires à la suite d'une évaluation interne du potentiel de valorisation des formations sur le marché. Avec le temps, des niches se ferment et de nouvelles s'ouvrent pour éviter la sursaturation de marché, ce qui rendrait difficile la réinsertion post formation.
<i>Nombre de bénéficiaires par formation de renforcement et taux de réussites (par année)</i>		301 A 2047 FP 785PCh	341 A 2328FP 1089PCh	3000 FP	341 A 2328FP 1089PCh	A= Alphabétisation FP = formation professionnelle PCh= promotion en formation sur chantiers, c'est-à-dire un apprenant qui devient qualifié en cours de formation (devenant de manoeuvre tout travaux à maçon par exemple). La différence entre la valeur cible et la valeur atteinte correspond au nombre d'abandons (cas d'apprenants qui trouvent de meilleures opportunités) et d'exclusions (cas d'apprenants qui se méconduisent) durant le cycle d'apprentissage des groupes. Depuis novembre 2010, 339 cas d'abandons et d'exclusions ont été enregistrés.
<i>Temps d'apprentissages en hommes jours et montant des bourses d'apprentissage</i>		487,556 hommes jours & 1586,8 millions BIF	544.189. hommes jours & 1839 millions BIF	600.000 hommes jours & 1.330 millions BIF	544.189. hommes jours & 1839 millions BIF	Cumuls jusqu'au 31 décembre 2014 = 2500 années de travail et apprentissages

<i>Nombre de Partenaires impliqués dans les formations</i>		11	7	ND suivant les besoins	7	Les formations par les prestataires privés ont été internalisées pour établir un lien actif entre les formations pratiques et la création d'AGR ou micro-entreprises / valorisation des compétences en fin de cycle de formation
<i>Absence de conflits</i>		Peu nombreux	Pas de conflits importants	Inexistants	Pas de conflits importants	L'étude socio-économique montre que les agressions ont été réduites. En 2011, 37,20% des ménages enquêtés déclaraient avoir connu des cas d'agression contre 22,43 % en 2014.
<i>Nombre de bénéficiaires lauréats des chantiers écoles et montant bourse d'installation</i>		2047 lauréats formés & 499,2 millions BIF de bourse d'installation	2560 lauréats formés & 549 millions BIF de bourse d'installation	3000 lauréats formés 700 millions BIF de bourses d'installations	2560 lauréats formés & 549 millions BIF de bourse d'installation	Le montant de la bourse d'installation est resté stable sur toute la durée du programme (environ 230.000 BIF par apprenant lauréat). Cette bourse est utilisée suivant l'ordre de priorité des besoins de l'apprenant. L'étude socio-économique sur les changements révèle que les tendances d'épargne et les chances d'accès au crédit ont augmenté au sein des ménages (36,98 % d'épargnants en 2014 et 14.26 % de bénéficiaires de crédit contre 5,60% en 2011)
<i>Nombre d'AGR, IGG (système épargne pour investissements), micro entreprises créées par les ex apprenants (et nombres impliqués), groupements pré coopératifs de service</i>		326 AGR 19 IGG 2 ME	345 AGR 2 ME 10 Gpt de service en génie civile	300 AGR ND 5 ME 10 Gpt de service en génie civile	345 AGR 2 ME 10 Gpt de service en génie civile	Le programme a internalisé les services d'accompagnement des AGR et micro entreprises, des niches. Il a également introduit une nouvelle approche d'insertion des ex apprenants qui consiste à soutenir par le conseil et orientation, les PME qui acceptent d'intégrer les ex-apprenants en apprentis salariés. Trois cas sur 5 ont réussi.
<i>Nombre de tailleurs existants et formés à l'exploitation de carrière</i>		352	405	400	405	En juillet 2014, les coopératives/associations de pavés exécutaient les dernières conventions.
<i>Nombre d'ATP appuyées</i>		8	26	ND, suivant besoins	12	Suivant le nouveau code minier, les ATP ont été transformées en 12 coopératives de tailleurs de pavés (cas de Bujumbura).
<i>Nombre et montant de crédits outils octroyés</i>			6 pour 4.162.000 BIF	ND, suivant besoins	6 pour 4.162.000 BIF	Plus de besoins ; les coopératives de tailleurs de pavés sont autonomes
<i>Nombre de carrières respectant les recommandations sociales et environnementales (y compris post exploitation)</i>		6	10	Toutes les carrières sont approuvées par les autorités	10	Respect des normes environnementales par toutes les ATP ; fermeture d'une carrière avec réaménagement par l'ATP (appui en expertise et plants forestiers).

OUTPUT 5 : pavage KIMO à Kamenge ; Kinama et Cibitoke : résultat 3 : Un réseau cohérent de voirie et de drainage à Kamenge/Kinama/Cibitoke est aménagé

Résultats / Indicateurs	Valeur de la baseline	Progrès année 2013	Progrès juin 2014	Cible finale	Valeur finale obtenue	Commentaires
Distance et superficie pavées (cumul)	0	20.802 ml 116.907 m ²	24.313 ml 141.015 m ²	25 km	24.313 ml 141.015 m ²	
sécurité = nombre de ralentisseurs, de panneaux indicateurs et éclairage	0	41	91	ND ; suivant besoins	91	Suivant les besoins et le choix des rues.
Taux de trafic et temps de trajets					ND	Indicateur non calculé inapproprié
Longueur de caniveaux de drainage construits ou réhabilités (cumul)	0	43.103 ml	49.006 ml	ND	49.006 ml	
Nombre de parcelles sur route pavée (cumul)	0	1.735	1.945	ND	1.945	Suivant choix des rues ; 20% de la population sur route pavée et 80% (estimation) population ayant un accès facilité
Nombre de chantiers de gestion environnementale et gestion de l'eau pluviale (chantiers connexes) + m ³ gabions mis en place (cumul)	0	4 1.476 m ³	6 1.861 m ³	ND ; suivant besoins	6 1.861 m ³	
Nombre d'hommes jours des tailleurs (mise au travail) via les ATP (cumul)	0	523.540 hj	547.129 hj	550.000	547.129 hj	
<i>Temps d'apprentissages en hommes jours et montant des bourses d'apprentissage sur chantiers écoles de pavage</i>		487,556 hommes jours & 1586,8 millions BIF	535.373 hommes jours & 1855 millions BIF	600.000 hommes jours et 1.330 millions BIF	535.373 hommes jours & 1855 millions BIF	
Nombre de pavés achetés (et montant)	0	11.433.054 pavés 1.276.000 euros	12.713.587 pavés 1.304.000 euros	13 millions de pavés	12.713.587 pavés 1.304.000 euros	

Output 6 :pavage HIMO à Kamenge, Kinama et Cibitoke. Résultat 4 : La collecte des déchets solides est améliorée

Résultats / Indicateurs	Valeur de la baseline	Progrès année 2013	Progrès juin 2014	Cible finale	Valeur finale obtenue	Commentaires
Volume/poids des déchets collectés	0	0	2008 m³	3000 m³	2008 m³	Valeur année N : sur quelques mois et pas année complète. Valeur cible = année complète ; activité prolongée dans BDI 1307711
Nombre de zones de transit (ZdT) aménagées	0	0	5	12	5	Les ZdT ont des tailles différentes et peuvent accueillir de 1 à 4 quartiers
Taux de recouvrement des cotisations 'déchets' (moyenne des taux mensuels)	0	57 %	27,4%	95%	27,4%	Taux faible et valeur cible ambitieuse
Niveau de recouvrement des contributions (2 %) en BIF	0	137.000.000	148.000.000	457.000.000	148.000.000	
Nombre de clients du système de gestion des déchets (ménages + activités économiques)	0	6.000	12.000	40.000	12.000	
Nombre de quartiers couverts	0	4	7	22 (29)	7	7 quartiers dont la configuration complexe pourrait fortement limiter la couverture
Nombre de personnes employées par le système de gestion des déchets	0	40	72	>150	72	
Nombre de sensibilisations effectuées (ménages)	0	0	16.000	15.000	16.000	
Nombre de sanctions émises et perçues	0	0	Environ 30	ND	Environ 30	Début des convocations systématiques des mauvais payeurs à Kamenge (juin)
Nombre de dépôts illicites de déchets	nombreux	0	En baisse	ND	En baisse	En baisse grâce à des actions de la mairie.
Initiatives locales créées et ou appuyées	0	0	0	ND	0	Plusieurs essais de création d'activité de valorisation des déchets, sans succès pour l'instant

Output 7 :pavage HIMO à Kamenge, Kinama et Cibitoke. Résultat 5 : des études d'aménagement urbain sont faites				
Résultats / Indicateurs	<i>Valeur de la baseline</i>	Cible finale	Valeur finale obtenue	Commentaires
Nombre d'études disponibles (cumul)	0	2	2	Les types de déchets produits par quartier ont été identifiés Les données sur l'assainissement urbain sont disponibles Caractérisations des quartiers et type d'assainissement urbain sont effectuées
Types de données fiables disponibles (cumul)	0	3	3	Atelier de validation du plan directeur eaux usées effectué et séance publique (pas prévu) effectuée
Nombre d'ateliers de validation organisés (cumul)	0	4	4	Les types de déchets produits par quartier ont été identifiés Les données sur l'assainissement urbain sont disponibles Caractérisations des quartiers et type d'assainissement urbain sont effectués

2.2 Analyse des résultats

2.2.1 Dans quelle mesure l'intervention contribuera-t-elle à l'impact⁵ (impact potentiel) ?

Compte tenu que le projet est basé sur le développement économique et social des localités ciblées et impliquent des secteurs divers tels que l'infrastructure de base, la formation, la sécurité alimentaire ainsi que l'autonomie socio professionnelle via les AGR, et enfin la santé grâce à l'amélioration générale de l'assainissement et de l'hygiène communautaire, l'outcome contribue de manière positive à l'impact défini sans pouvoir en définir des mesures au niveau national/régional.

Au niveau des zones cibles, l'impact potentiel auquel le projet contribue est de 'Favoriser le développement économique par la mise à niveau des infrastructures de transport intra-urbaines.'

Les principaux indicateurs à ce jour peuvent être déclinés comme suit :

- Pourcentage des routes concernées dans les zones d'actions
 - o Pour les communes Nord de Bujumbura = 21 %.
 - o Pour Bwiza et Nyakabiga (1 et 2) = 35 %
 - o Pour Kirundo, environ 60 %
- Pourcentage de ménages bénéficiaires directs (apprenants dans les chantiers écoles) par rapport à la population des zones cibles ; Pour les communes Nord de Bujumbura presque 8,2%.
- Injection de masse monétaire (au niveau de la zone rurale ; ATP et au niveau des communes ciblées. Estimation de plus de 4,9 milliards de BIF depuis le début du projet arrivant au niveau des bénéficiaires les plus vulnérables (tailleurs, transporteurs de pavés, apprenants sur chantiers écoles) et seulement pour Bujumbura et ses environs. Cette masse monétaire importante sert à stabiliser les populations (rurales), à subvenir aux besoins du moment, à diversifier les revenus du ménage (dans une activité autre que l'agriculture, secteur sujet à la disponibilité de terres cultivables) et à investir des activités génératrices de revenus.

L'impact au niveau du développement économique local est mesurable par une étude socio-économique approfondie comparée avec l'enquête baseline analysant principalement le niveau de vie des populations au niveau des zones d'action (quartiers Nord de Bujumbura seulement).

Cette étude est sous une même forme que l'étude socio-économique - baseline au niveau des communes nord de Bujumbura afin d'avoir des indicateurs de comparaison.

Les principales conclusions sont⁶ :

(1) Une diminution importante de la population majeure sans emploi; les chefs de familles (de Kamenge) passant de plus de 17,4% (chiffres base de données étude Baseline 2011) à 8,9% en 2014,

(2) Une amélioration de l'économie familiale ; les familles qui épargnent passant de 12,6% en 2011 à 37 % en 2014

⁵ Terminologie : Impact = Objectif général ; Outcome = Objectif spécifique ; Outputs = Résultats attendus

⁶ Etude sur les changements socio-économiques depuis juin 2011 dans les communes de Kamenge, Kinama et Cibitoke – INSUCO/BlueSquare –Programme pavage/CTB – septembre 2014

(3) Une augmentation des familles ayant eu accès à un crédit passant de 5,6% en 2011 à 14,5% en 2014

(4) le sentiment de bien-être a augmenté dans les zones ciblées ; la diminution d'agressions déclarées passant de 37% en 2011 à 22 % en 2014

(5) les raccordements électriques et eau ont augmenté de manière sensible (de 10 point de pourcentage chacun)

(6) l'amélioration de l'habitat est manifeste, le taux d'habitat permanent et plus salubre (murs en briques cuites ou pierres) passant de 26% à 35,3%

(7) Les activités économiques ont augmenté de 64% de 2011 à 2014 comme le démontre une étude récente de géo référencement des activités économiques⁷.

De plus, les activités économiques sont 3 fois plus nombreuses sur les routes pavées, améliorant le développement économique d'une zone urbaine grâce à l'accessibilité.

D'autres indices d'impact sont aussi présents dans les rapports susmentionnés.

2.2.2 Dans quelle mesure l'outcome a-t-il été atteint ? Expliquez

La parfaite adéquation entre les outputs et l'outcome permet un suivi précis de l'avancement de l'objectif spécifique du projet ; voir à ce sujet la matrice de monitoring.

Les outputs contribuent donc parfaitement à l'atteinte de l'outcome. Les chantiers à haute intensité de main d'œuvre apportent de l'emploi direct aux personnes sans revenus, la formation professionnelle (liée ou non aux chantiers d'infrastructures) apporte des compétences et l'épargne capitalisée par le travail donne du capital d'investissement immédiat en vue d'une meilleure insertion socio-économique.

2.2.3 Dans quelle mesure des outputs ont-ils été atteints ? Expliquez

Comme démontré dans les matrices de monitoring, les résultats ont été atteints.

Seul l'output 6 (gestion des déchets) est encore en cours de mise en place et demande donc plus de temps afin d'atteindre les résultats escomptés.

De nombreuses réflexions ont été menées avec les administrateurs communaux afin de trouver la meilleure stratégie possible de gestion intégrée des déchets ménagers solides. La mise en œuvre technique de cette stratégie est satisfaisante avec un service régulier, de qualité, à moindre coût, et générateur d'emplois.

La stratégie de mise en place d'un système pilote de gestion intégrée des déchets ménagers solides dans les trois communes d'intervention a été formalisée et mise en application. Le système de collecte des déchets devra à terme être fonctionnel, robuste, efficace et générateur d'emplois.

L'adhésion de la population bénéficiaire au système est le défi majeur, elle doit se manifester par le paiement mensuel des cotisations pour le service offert par les communes. Ces cotisations doivent permettre de financer le système de manière autonome.

Le processus de décentralisation n'est pas encore d'application en Mairie de Bujumbura : difficulté des administrations à piloter la gestion des déchets.

La disponibilité en terrain pour l'aménagement de zone de transit reste une difficulté importante dans certains quartiers, mais des solutions ont été/seront trouvées.

⁷ Enquête de géo référencement des unités socio-économiques dans les quartiers de Mirango I de la commune urbaine de Kamenge, quartier Gitega de la commune urbaine de Kinama et quartier II de la commune urbaine de Cibitoke – JEEM – Burundi, Programme pavage CTB, février 2015.

2.2.4 Dans quelle mesure des outputs ont-ils contribué à l'atteinte de l'outcome ?

Les infrastructures d'assainissement et de réseau routier sont augmentées assurant une accessibilité (développement économique) et une amélioration de la santé. 36,8 km de routes ainsi que les caniveaux adjacents ont été construites (jusqu'à juin 2014).

Au-delà des outcomes de type « infrastructures », en termes d'emploi et d'employabilité, 2875 apprenants ont été formés sur les chantiers écoles et dans les formations humaines, professionnelles et entrepreneuriales totalisant 1.303.740 hommes jours de travail.

L'organisation du parcours –cycle de chantier permettant à chaque participant (homme et femme) de suivre toute l'offre des formations théoriques et pratiques y compris l'accompagnement post chantier.

De par ces 2875 personnes formées et dotées d'une prime d'installation, des groupements pré coopératifs constitués utilisent les compétences acquises dans le domaine du génie civil et des formations professionnelles (groupements des paveurs, groupements des maçons, groupement de gardiennage local, groupement de transformation alimentaires et de vente, groupements de collecte des déchets ménagers et de compostage) et sont reconnus par les communes d'intervention. Celles-ci commencent à contractualiser leurs services (envers des autorités ou des particuliers).

2.2.5 Appréciez les principaux facteurs d'influence. Quels ont été les enjeux majeurs rencontrés ? Comment l'intervention les a-t-elle pris en compte ?⁸

Les facteurs d'influence sont surtout liés à la méthodologie afin de faire acquérir aux bénéficiaires des compétences utiles/indispensables pour leur futur. Des modifications ont donc été faites dans les méthodologies d'acquisition de compétences de manière permanente en fonction des besoins changeants et de la demande du secteur privé.

De fait, par exemple, après 2,5 ans de formations d'une partie des apprenants en pose de pavés ; l'offre rencontrant la demande extérieure au projet, il a été décidé d'arrêter cette formation. De même, les formations de services dans le secteur de la restauration ont été améliorées afin de répondre à une demande des acteurs (privés) du secteur.

L'autre enjeu non négligeable est le milieu urbain qui, malgré la conscience et confiance en leur savoir-faire (acquise via les formations diverses), le problème de survie en milieu urbain fait que les gens courent derrière des opportunités d'emplois au lieu d'entreprendre eux-mêmes.

Du point de vue technique, les modalités de mise en œuvre ont évolué en fonction du contexte. De fait le pavage à Kirundo avec des routes à forte pente a demandé un pavage « en écailles », répondant à un besoin de stabilité des pavés.

2.2.6 Appréciez les résultats inattendus, tant positifs que négatifs

La mise au travail des personnes suivant une contrainte journalière (absence ne donnant pas droit à la prime d'apprentissage) permet une meilleure réinsertion des ex-apprenants (fierté du travail journalier et acquisition d'un rythme de travail).

L'amélioration de l'habitat des propriétaires riverains des routes pavées est visible et améliore aussi l'assainissement en plus de l'environnement général. De manière parallèle, le commerce est amélioré sur les routes pavées (3 fois plus de commerces ou d'activités sur les routes pavées).

Le résultat inattendu négatif est l'augmentation (limitée car en périphérie de Bujumbura) du coût de loyer dans ces quartiers qui risque de chasser les locataires qui sont souvent les plus vulnérables.

⁸ Ne mentionnez que les éléments non compris dans le point 1.1 (Contexte), le cas échéant.

Les femmes, nombreuses dans les chantiers, sont devenues plus considérées par leurs époux par leur contribution dans le budget du ménage et leur autonomie à financer les projets de leurs choix.

Dans la filière déchets ; il y a une mise en place de filières de recyclage par un tri à la source (métaux, plastiques) permettant d'améliorer les ressources des acteurs en ce domaine.

2.2.7 Appréciez l'intégration des thèmes transversaux dans la stratégie d'intervention.

2.2.7.1 Genre

L'aspect 'genre' est un élément important du programme de pavage HIMO (volet D). Au moment de l'identification pour le recrutement, les quotas de 50 % femmes, 50 % hommes ont été institués.

De par cette sélection depuis le début du projet, environ 52 % de femmes sont apprenantes contre 48% pour les hommes.

En plus, la formation sur le tas conduit à la qualification des femmes pour les fonctions où elles n'étaient pas auparavant représentées (dans les domaines du Génie Civil). Dans le chantier, les femmes sont représentées dans toutes les fonctions, même celles exclusivement réservées auparavant pour les hommes telle que le ferrailage et bétonnage (utilisation des bétonnières).

Pour l'ensemble des travaux, le règlement de chantier a été adapté aux conditions spécifiques de la femme. De fait, un horaire spécifique a été établi pour les femmes enceintes et une période de repos accordée aux femmes qui commencent la maternité.

Les types de travaux ont donc été adaptés en fonction des apprenantes ; travaux à la tâche moins étendue ou travaux moins lourds destinés aux femmes, possibilité d'allaitement et mise en pause du contrat d'apprentissage pour la femme arrivant au 7^{ème} mois de grossesse, ...

Au niveau des carrières de pavés, les femmes font le portage vers les lieux de chargement au prix variant selon les distances à parcourir. La négociation du prix se fait entre elles et les comités de gestion des associations/coopératives. Tandis que les hommes se chargent de l'extraction, du débitage et de la taille.

Il y a selon nos sources autant d'hommes que de femmes sur les carrières de pavés.

Enfin, les formations humaines et professionnelles permettent une meilleure position des femmes dans la gestion et l'économie du ménage, ainsi que dans la communauté.

2.2.7.2 Environnement

Les rues en pavés ainsi que l'assainissement des eaux pluviales améliorent l'environnement des quartiers.

Des formations en hygiène et assainissement sont dispensées aux apprenants ; 2182 personnes habitants des communes cibles ont été formées durant trois jours. Ces apprenants constituent des groupes de relais des messages pour les communautés riveraines.

Le système de collecte (et de recyclage) des déchets dans les communes nord améliore l'environnement de ces quartiers et l'entretien des rues.

D'un autre côté, la mise en place d'un réseau d'eaux pluviales performant augmente la pollution du lac car les habitants malgré les sensibilisations à ce sujet jettent toujours les ordures et excréta dans les caniveaux. L'extension du système de gestion des déchets est indispensable pour la durabilité des rues pavées et l'amélioration de l'assainissement global.

Enfin divers travaux de lutte antiérosive et de plantation en grand nombre d'arbres et de plantes fixatrices de sols sont effectués dans le cadre du volet D; pavage à Cibitoke, Kinama et Kamenge afin d'améliorer l'environnement communautaire et afin de diminuer les incidences des pluies sur les zones urbaines, pluies plus violentes depuis quelques années (seraient dues aux changements climatiques).

Au niveau des carrières de pavés afin de minimiser les destructions environnementales, une étude d'impact environnementale et sociale pour les exploitations de carrières de production de pavés est effectuée pour chaque carrière. Sur base de cette étude, une feuille de route établie par les associations de tailleurs de pavés pour l'exploitation des carrières dans le respect des normes environnementales et sociales. Enfin, l'introduction des primes pour les Associations qui respectent les normes environnementales a permis une nette amélioration des exploitations des carrières.

Des pépinières ont été installées pour réhabiliter les carrières fermes et protéger l'environnement à proximité des carrières en exploitation ou clôturées.

Des évaluations périodiques se font en matière d'organisation et de gestion rationnelle des carrières. Cette évaluation se fait sur base d'une fiche de monitoring environnemental élaborée selon l'aspect physique et l'emplacement géographique de chaque carrière. Donc elle tient donc des spécificités soit morphologiques soit géographiques de la carrière. Les services sectoriels des ministères ayant l'environnement, les mines et carrières dans leurs attributions sont associés à l'évaluation des activités de protection des sites en exploitation par les associations des tailleurs de pavés.

2.2.7.3 VIH SIDA

Grâce aux formations dispensées, les communautés commencent à s'approprier ces formations et à les dupliquer. Lors des enquêtes de l'étude socio économique, les populations ont témoigné ; « Ce sont les amis qui nous sensibilisent. La sensibilisation commence trop tard. On doit commencer à sensibiliser les enfants dès l'école primaire, dès la 3ème primaire. Les enfants sont trop exposés maintenant ! »

Depuis le début du programme, la plupart des apprenants de Kamenge, Kinama et Cibitoke ont eu cette formation (3 jours) et forment leurs amis, parents et enfants.

Parmi les ex-apprenants émergent des animateurs locaux VIH/SIDA, « abaremeshakiyago ».

2.2.7.4 . Economie sociale

Ce thème transversal est primordial dans le volet D du programme car :

- L'injection directe de liquidités par le biais des primes d'apprentissage octroyées sur les différents chantiers,
- L'octroi de la prime d'installation en fin d'apprentissage
- La formation humaine et professionnelle
- L'appui à la création d'activités génératrices de revenus
- Le réseau routier intra quartier
- Le nombre élevé de bénéficiaires potentiels des 3 communes (2%) et des familles (10%).

Permettent :

1. la structuration des communautés et ex-apprenants en associations et/ou groupements pré coopératif ; 86 % en 2014 se disent membres d'une association contre 17 % en 2011 suivant l'étude socio-économique
2. un développement économique et social dans ces mêmes communes.
 - a. Une diminution importante de la population majeure sans emploi; les chefs de familles (de Kamenge) passant de plus de 17,4% (chiffres base de données étude Baseline 2011) à 8,9% en 2014,

- b. Une amélioration de l'économie familiale ; les familles qui épargnent passant de 12,6% en 2011 à 37 % en 2014
- c. Une augmentation des familles ayant eu accès à un crédit passant de 5,6% en 2011 à 14,5% en 2014.

2.2.7.5 Droit de l'enfant

L'admission dans le chantier est interdite aux enfants en application du règlement de chantier qui tient compte du code du travail du Burundi et de l'OIT.

La formation en éducation civique est centrée sur le code de la famille qui focalise le contenu sur les droits de la femme et de l'enfant dans les différents chapitres.

Généralement, l'aspect d'amélioration de l'assainissement aura un impact positif sur la santé des enfants. Les rues pavées ont des zones réservées aux usagers faibles et donc principalement les enfants.

Ce thème transversal apparaît mineur dans le cadre de ce projet.

2.2.7.6 Travail décent et durable;

Le travail décent est au centre de notre chantier école car sans être un emploi au sens propre du terme, les chantiers écoles promeuvent un travail de qualité, de durée convenable, avec possibilité de recours des décisions, ... et enfin une prime journalière d'apprentissage correspondante au niveau de vie de Bujumbura.

De plus, les assurances et l'épargne capitalisée par le travail sont en pleine adéquation avec les piliers du Travail décent dictés par l'OIT.

2.2.7.7 Consolidation de la société

Le mode d'identification et de recrutement transparent basé sur l'égalité de chance par le tirage au sort est une référence de bonne gouvernance dans la gestion des programmes de développement dans un pays pauvre où le travail est un enjeu crucial.

L'appui aux communes effectué dans le cadre de la gestion des déchets et de l'entretien des routes est au cœur de la consolidation de la société et de la responsabilisation de l'autorité locale.

De plus, les formations en éducation civique octroyées à presque 3000 personnes dans 3 communes permettent une consolidation de la société.

2.2.8 Dans quelle mesure le M&E, les activités de backstopping et/ou les audits ont-ils contribué à l'atteinte des résultats ? Comment les recommandations ont-elles été prises en considération ?

Les audits se sont bien passés à chaque fois ; ainsi ; le dernier audit conclu par ceci :

« **Opinion sans réserve**

A notre avis, le système de contrôle interne mis en place et utilisé par le projet afin de gérer les risques significatifs liés à la réalisation des objectifs du projet a été conçu de façon adéquate et a fonctionné efficacement au cours de la période du 1 septembre 2013 au 28 février 2015. »

Les recommandations du MTR ont permis d'améliorer le projet et a permis de mieux poser les actions du projet.

L'évaluation finale du projet actuel permettra au projet futur (BDI 1307711) de mieux répondre aux besoins des bénéficiaires et d'améliorer l'appropriation et la durabilité. De fait, l'évaluation finale met en avant des éléments de faiblesse sur la durabilité.

3 Durabilité

3.1.1 Quelle est la viabilité économique et financière des résultats de l'intervention ? Quels sont les risques potentiels ? Quelles sont les mesures prises ?

La durabilité des routes pavées du point de vue technique est acquise car a une durée de vie de 30 ans au lieu des 15 ans pour une route macadamisée. De plus la majorité des intrants sont produits localement (ciment, sable, pavés, fers à béton) maximisant la valorisation des ressources locales.

De plus, du point de vue financier, l'entretien des voiries pavées est très peu onéreux et demande moins de technicité. L'entretien peut se faire durant les travaux communautaires (travaux obligatoires le samedi matin) sans aucune restriction.

Du point de vue de l'infrastructure, La durabilité technique et opérationnelle est assurée par l'intermédiaire de notre partenaire technique, les SETEMU, bras technique de la Mairie, qui a, via la mise en place de la brigade pavage et la collaboration technique permanente depuis 2010, acquis des compétences techniques, organisationnelles et opérationnelles dans la mise en oeuvre de chantiers de pavage (à Haute intensité de main d'œuvre). A ce niveau la durabilité est acquise car ce service/brigade 'pavage' est maintenant un service à part entière dans l'organigramme des SETEMU dans la direction VDEP (voiries, drainage et eaux pluviales).

La durabilité est améliorée par la gestion des déchets en cours dans les communes, déchets qui sont à l'origine de beaucoup de dégâts lors des épisodes pluvieux.

En ce qui concerne la durabilité financière, cette durabilité n'est pas atteinte par manque de financements conséquents au niveau de la Mairie et de la ville de Kirundo. Néanmoins, nous notons ces derniers temps que certains travaux de maintenance sont faits par la mairie ainsi que des travaux d'entretien.

La décentralisation des compétences municipales vers les communes devra apporter plus de moyens financiers au niveau local et une réelle responsabilisation de cette entité décentralisée. Les groupements pré coopératifs de pavage sont des micro entreprises de services à potentiel de compétences techniques que les communes pourront mettre à contribution pour l'entretien et les réparations à des coûts accessibles.

D'autre part, les SETEMU ont une convention tripartite (ONATEL – REGIDESO – SETEMU) pour la réparation des routes contre paiement après le creusement de tranchées communication, eau et électricité.

Enfin en termes de mise en oeuvre de travaux de pavage par l'Etat, les moyens financiers de l'Etat Burundais sont limités et sont dépendants de l'aide extérieure (environ 55% du budget de l'Etat proviennent de l'extérieur), l'Etat Burundais n'a que peu de moyens d'affecter des financements burundais vers des infrastructures publiques, et cela vaut pour la plupart des infrastructures ministérielles et sociales faites ces dernières années.

Concernant le volet déchet, le projet n'est pas encore à terme. Il est cependant déjà évident que la durée restante ne sera pas suffisante pour assurer l'appropriation et la gestion autonome et qualifiée par les acteurs locaux et donc la durabilité à long terme. Des facteurs externes comme le redécoupage des communes et les interventions d'autres bailleurs influenceront aussi la durabilité du projet.

Au niveau institutionnel, la durabilité est acquise car toutes les institutions partenaires sont conscientes du bien fondé et de l'impact social et économique du projet et donc appuient le projet dans ses démarches.

La durabilité est donc potentiellement acquise mais reste un des critères les plus importants à accompagner et à améliorer, surtout au niveau organisationnel et financier.

Pour les routes pavées, l'évaluation finale du projet met justement ce dernier point en avant pour évaluer ce critère à C, les durabilités socio-économique et technique étant atteintes mais les systèmes de financement de l'entretien et de réparation des routes ne sont pas encore effectifs malgré la volonté des communes d'assurer ce financement au

niveau local via les cotisations issues du système de collecte de déchets. Une continuation de la mise en place d'un système durable demande plus de temps, dans la suite (BDI 1307711) de la présente intervention.

3.1.2 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cibles et perdurera-t-elle au terme de l'assistance externe ? Quels sont les risques potentiels ? Quelles sont les mesures prises ?

Le processus de décentralisation et de déconcentration crée un espace de dialogue entre les communes et les populations riveraines des infrastructures construites. Les dispositifs de mobilisation et d'affectation de moyens pour l'entretien et la maintenance des infrastructures socio-économiques sont en phase de réflexion et de première expérimentation dans les zones d'intervention. Le degré de risque sera lié à la qualité de l'accompagnement technique pour la promotion d'une bonne gouvernance administrative et financière à l'échelle des communes. Le programme a initié un projet pour les partenaires locaux qui poursuivront l'assistance dans le domaine de l'assainissement.

La durabilité des compétences des bénéficiaires est acquise car leurs compétences acquises durant les 9 mois du programme pavage leur ont permis de créer leur propre emploi ou d'accéder aux marchés de l'emploi, suivant une estimation plus de 60% des ex apprenants avaient un emploi fixe après les chantiers écoles ; l'étude socio-économique montre aussi que le taux du non emploi des chefs de familles a fortement diminué (de moitié) durant la période de l'intervention.

3.1.3 Quels ont été le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ? Quels sont les risques potentiels ? Quelles sont les mesures prises ?

Les appuis politiques ont été peu nombreux et ont peu influencé le projet. Néanmoins, la bienveillance des instances politiques a permis une maximisation de la durabilité et de l'appropriation par les communautés.

3.1.4 Dans quelle mesure l'intervention a-t-elle positivement contribué à la capacité institutionnelle et de gestion ? Quels sont les risques potentiels ? Quelles sont les mesures prises ?

De par son concept local ; le projet n'a que peu contribué à la capacité institutionnelle et de gestion d'un ministère ou l'autre. Néanmoins, des discussions sont en cours afin que la haute intensité de main d'œuvre et le travail décent soit au centre de la politique de la protection sociale et de la politique de l'emploi.

4 Apprentissage

4.1 Enseignements tirés

Tirez les enseignements importants de l'expérience de l'intervention. Les enseignements tirés sont de nouveaux savoirs qui doivent demeurer dans la mémoire institutionnelle de la CTB et des partenaires. Ils peuvent être tirés d'activités, d'outputs, de l'outcome, de la gestion des risques, des thèmes transversaux, des politiques sectorielles, etc. (ou d'une combinaison de niveaux ou de tout autre aspect de l'intervention et de son contexte).

Enseignement tiré	Public cible
Une capitalisation du projet est indispensable compte tenu des résultats positifs obtenus et afin d'en assurer l'appropriation par les instances de l'Etat.	Gouvernement du Burundi
Cette méthodologie HIMO accompagné de chantiers écoles – formations professionnelles doit être dupliquée dans les autres projets cogérés par la CTB.	Bailleurs du Burundi CTB siège
Le travail décent doit être au centre de tout emploi au Burundi et son application devrait être généralisée en commençant par les exigences au sein de la commande publique.	Projets cogérés CTB Agence d'exécution

4.2 Recommandations et conclusions

Tenant compte de la Pertinence et des résultats des différentes évaluations menées sur le Programme Pavage, ainsi que de son appréciation positive des acteurs impliqués (au niveau central et communal), la Pertinence de ce genre de projet de « développement économique et social porteur » en regard du contexte et des enjeux prioritaires pour la construction du Burundi et dans le contexte du Burundi en général est une des voies de développement du pays.

La Pertinence de continuation d'un volet « développement économique et social porteur » est analysée dans la note d'appréciation 2014 de la CTB Burundi en regard du contexte et des enjeux prioritaires pour la construction du futur PC.

La méthodologie HIMO à réinsertion sociale permet une diminution de la pauvreté des populations cibles (plus de 2,4 milliards de BIF introduits dans l'économie locale via les bourses) et un développement économique et social des zones d'action (environ 345 activités génératrices de revenus créées par les bénéficiaires). La méthode d'action employée est plus efficace si elle est menée par une agence d'exécution.

Au niveau de l'Etat du Burundi, il est recommandé d'améliorer la possibilité, via la loi des marchés publics, de faire des chantiers HIMO et d'inclure les piliers du travail décent afin de palier au problème récurrent du non emploi et du sous-emploi.

La notion de chantiers-écoles, chantiers d'apprentissage in situ des bénéficiaires est agréée par Le Ministère en charge de l'Enseignement des Métiers. La formation professionnelle permet un renforcement de capacités et une application in situ des acquis en formation professionnelle.

Les chantiers écoles assurant une formation professionnelle adéquate permettent une réinsertion socio professionnelle des habitants des communes cibles, assurant la sortie de la précarité et améliorant la sécurité, la cohabitation sociale et le développement de nouvelles activités d'économie domestique au sein des ménages. La dynamique post-chantier des ex-apprenants conduit à la constitution des groupements pré-coopératifs de services et la création de micro entreprises.

Les associations en charge de l'approvisionnement des pavés sont devenues professionnelles respectant un cahier des charges technique, social et environnemental précis et assurant un revenu fixe aux nombreux tailleurs et transporteurs de pavés.

2875 apprenants étaient ou sont sur les chantiers écoles ; équivalent 8,2 % des ménages directement appuyés (suivant la population officielle),

Le programme a déjà octroyé 596.517 hj de formations et 2,409 milliards de BIF (plus d'1 millions d'euros) ont été versés sur les comptes bancaires des apprenants des chantiers écoles à Kamenge, Kinama et Cibitoke contribuant à l'économie quotidienne des ménages et au développement d'activités génératrices de revenus dans les communes Nord de Bujumbura.

Au total, depuis le début de l'intervention, 1.303.740 hj de travail ou apprentissage via entreprises, fournitures de pavés, gestion des déchets et via chantiers écoles ont été octroyés (hors prestataires indépendants). Ce nombre d'hommes jours équivaut 5400 années de travail et à 1484 « emplois permanents » depuis le début des travaux (Novembre 2010).

Le système de gestion des déchets en régie communale mis en place est pertinent et efficace. Sa pérennisation demande cependant du temps. Aussi la principale recommandation de l'évaluation finale sur ce volet est-elle : « Continuation et consolidation du projet de gestion des déchets dans les trois communes de Kimana, Kamenge et Cibitoke pendant 5 ans, avec comme objectif d'assurer la durabilité des acquis moyennant le transfert du projet vers les acteurs locaux, l'appropriation par la population et un ancrage institutionnel solide. »

L'efficacité de ce projet est élevée ; de fait, le pavage exécuté directement par le projet par rapport au pavage via des entreprises emploie 40% en plus de main d'œuvre pour un coût moindre (plus de 25% de diminution des coûts).

PARTIE 2 : Synthèse du monitoring (opérationnel)

1 Suivi des décisions prises par la SMCL

Décision	Periode d'identification (mmm.aa)	Source*	Acteur	Action(s)	Resp.	Deadline	Avancement	Status
accord de la SMCL pour l'incorporation des lauréats des écoles techniques en vue d'un apprentissage – premier emploi. Formations par ateliers écoles à capitaliser via la Direction	janv-13		DIR	mettre en place le set up	DI	fin 2013	fait	CLOSED
				<i>Insérer une ligne ici</i>				
accord de financement avec associations agréées de tailleurs de pavés - graviers	janv-13		LOG + DIR	calcul du prix coutant	Projet		fait	CLOSED
				conventions				
				<i>Insérer une ligne ici</i>				
plan de diminution du staff pour raison économique et reconduction des RH nécessaires pour BDI 1307711	janv-13		DIR	plan de diminution à mettre en place	projet	fin 2013	fait	CLOSED
				reconduction	RH FIN		en cours et on track	
				<i>Insérer une ligne ici</i>				
La SMCL approuve la demande d'un échange de lettres afin de prolonger la Convention spécifique du projet BDI 0804911, la nouvelle date proposée est le 13/12/2014	juin-13	SMCL	DI + HR CTB	faire demande officielle	rep siège CTB		fait	CLOSED
				<i>Insérer une ligne ici</i>				
La SMCL autorise le transfert en priorité des investissements des deux projets actuels (BDI 0804911 – BDI0905211) au futur projet en formulation BDI 1307711.	juin-13	SMCL		convention bâtiment SETEMU à modifier		fin 2013	accord reçu	CLOSED
							lettre signée (convention avec setemu)	
				<i>Insérer une ligne ici</i>				
inauguration à faire à Kirundo et à KKC	mai-14	SMCL	DI	préparer inaugurations		1/09/2014		OPEN
				<i>Insérer une ligne ici</i>				
transferts des immobilisés actées y compris répo	mai-14	SMCL	FIN	acté liste et transferts à effectuer		1/11/2014		CLOSED
				<i>Insérer une ligne ici</i>				
SMCL approuve les nouveaux indicateurs	mai-14	SMCL	DI	insérer ces indicateurs dans MSE + CL		1/09/2014		CLOSED
				<i>Insérer une ligne ici</i>				
Nomination Point focal MEEATU	mai-14	SMCL	DI	lettre à envoyer		1/10/2014		OPEN
				<i>Insérer une ligne ici</i>				

2 Dépenses

2.1 Taux de décaissement de l'intervention

Source de financement	Budget cumulé	Dépenses réelles cumulées	Taux de déboursement cumulé	Commentaires et remarques
Contribution directe belge	BDI 0804911 :10.000.000 EUROS BDI 0905211 : 6.000.000 EUROS Total = 16.000.000 EUROS	15.978.210	99,9 %	
Contribution du pays partenaire	0	0	0	
Autre source	0	0	0	

3 Personnel de l'intervention

1. Personnel national mis à disposition par le pays partenaire :

Personnel (titre et nom)	Genre (H/F)	Durée de recrutement (dates début et fin)
a) Directeur d'Intervention – Min Inter : Emmanuel NDUWARUGIRA	H	05/08/2009 – 16/04/2012
b) Directeur d'Intervention – Min E.E.A.T.U : Astère NYANDWI	H	27/07/2009 – 11/01/2012
c) Directeur d'Intervention – Min Inter : Léonard NTANDIKIYE	H	16/04/2012 - 31/12/2014
d) Directeur d'Intervention – Min E.E.A.T.U : Fabrice NKURUNZIZA	H	11/01/2012 – 28/08/2013
e) Directeur d'Intervention – Min E.E.A.T.U : Marcel BIBONIMANA	H	28/08/2013 – 31/12/2014
f) Point Focal – SETEMU : Gordien NGENDAKUMANA	H	29/09/2009 – 31/12/2014

2. Personnel d'appui, recruté localement par la CTB :

Titre	Nom	Prénom	M/F	Début	Fin
Financial Officer	Sibomana	Siméon	M	01/10/2009	31/03/2010
Chauffeur	Ndizeye	Nestor	M	01/07/2009	05/08/2013
Ingénieur	Nkurunziza	Dieudonné	M	06/07/2009	30/06/2014
Secrétaire	Inarukundo	Claudette	F	20/07/2009	30/06/2014
Ingénieur	Niyonizigiye	Bonaventure	M	24/08/2009	31/12/2013
Responsable Cellule Socio économique	Nibashikire	Cariton	M	16/10/2009	30/06/2014

Chauffeur	Bayavuge	Paul Claver	M	17/11/2009	30/06/2014
Collaborateur Polyvalent	Birikunzira	Emile	M	26/11/2009	30/06/2014
Chauffeur	Nzigamasabo	Badru	M	16/03/2010	30/06/2014
Logisticien	Ciza	Ernest	M	25/03/2010	30/06/2013
Technicien de chantier	Kazungu	Joseph	M	1/04/2010	30/06/2014
Technicien de chantier	Butoyi	Gratien	M	01/04/2010	31/08/2013
Technicien de chantier	Yamuremye	Alexis	M	7/04/2010	30/06/2014
Responsable Logistique	Gatabazi	Ismail	M	12/04/2010	30/06/2014
Technicien de chantier	Hakizimana	J Marie	M	12/04/2010	15/07/2014
Chauffeur	Nahimana	Pascal	M	19/04/2010	27/01/2013
Collaborateur Socio économiste	Mateso	Faustin	M	10/05/2010	30/06/2014
Chef Charroi	Furaha	Jean Marie	M	21/05/2010	30/06/2014
Collaborateur socio économiste	Habonimana	Yvonne	F	01/06/2010	30/06/2014
Collaborateur socio économiste	Nsabiye	Celestin	M	07/06/2010	31/09/2013
Comptable	Ngenzebuhoro	Bibiane	F	02/08/2010	14/10/2013
Financial Officer	Ndikuriyo	Anicet	M	02/08/2010	31/08/2013
Ingénieur	Nyagahigi	Sédéchias	M	2/11/2010	30/06/2014
Chauffeur	Sabushimike	Dieudonné	M	4/01/2011	30/06/2014
Collaborateur Polyvalent	Ingabire	Linda Vinciane	F	14/02/2011	30/06/2014
Financial Officer	Negamiye	Annie Bertille	F	1/04/2011	30/06/2014
Chauffeur	Simbare	Jean Louis	M	6/06/2011	30/06/2014
Contrôleur Pavé - Kirundo	Nzigamasabo	J Paul	M	06/06/2011	06/06/2012
Informaticien	Kamikazi	Noella	F	14/06/2011	28/02/2012
Collaborateur Socio économiste	Bigirumwami	Déo	M	17/10/2011	30/06/2014
Topographe	Niragira	Alexis	M	2/11/2011	30/06/2014
Chauffeur	Ndayishimiye	Damien	M	17/01/2012	30/04/2012
Magasinier	Nimubona	Régis	M	18/01/2012	30/06/2014
Magasinier	Kameca	David	M	25/01/2012	31/12/2013
Agent de saisi	Nahimana	Ramla	F	15/02/2012	30/06/2014
Chauffeur - Formateur	Mbayehokubwimana	Gilbert	M	9/04/2012	30/06/2014
Chauffeur	Kabanga	Omar	M	2/05/2012	30/06/2014
Assistante logistique	Nijimbere	Nadia	F	03/08/2012	05/11/2012
Chauffeur Camion	Bitangaro	Joachim	M	20/06/2012	30/06/2014
Chauffeur Camion	Barankiriza	Jean Floribert	M	20/06/2012	30/06/2014
Collaborateur Agronome	Cishahayo	Ernest	M	25/06/2012	30/06/2014

Contrôleur Pavé - Kirundo	Nibigira	Exupery	M	24/09/2012	23/03/2014
Soudeur –Formateur	Nimubona	Rachid	M	24/10/2012	30/06/2014
Agent de liaison	Murengerintwari	Louis	M	11/02/2013	30/06/2014
Agent de liaison	Girimana	Patrick	M	11/02/2013	30/06/2014
Chauffeur	Rusiriba	Ernest	M	18/03/2013	30/06/2014
Collaborateur Informaticienne	Negamiye	Arlène Brisella	F	3/03/2014	20/12/2014
Collaborateur Mécanicien	Ndikumana	Idrissa	M	1/08/2013	30/06/2014
Chauffeur	Nayigihugu	Amimu	M	12/08/2013	30/06/2014
Logisticien	Ngenzebuhoro	Yannick	M	16/08/2013	30/06/2014
Collaborateur gestion déchets	Niyongere	Melchisedec	M	02/09/2013	08/05/2014
Comptable	Nkurunziza	René Cyprien	M	7/10/2013	30/06/2014

3.Experts internationaux (CTB) :

Personnel (titre et nom)	Genre (H/F)	Durée de recrutement (dates début et fin)
a) Délégué à la cogestion: Olivier Chanoine	H	05/2009 à 06/2014
b) Coordinateur Technique : Michel Charlier	H	05/2009 à 04/2011
c) Responsable Administratif et Financier : Vincent Tinant	H	11/2009 à 06/2013
d) Coordinateur Technique : Yves Hanoteau	H	03/2011 à 07/2013
e) Assistant technique international : Pierre Yves Dubois	H	01/2010 à 08/2014
f) Coordinateur technique : Christian Toch	H	01/2014 à 12/2014
g) Responsable Administratif et Financier : Alexandra Lebas	F	06/2013 à 12/2014

4 Marchés publics

Intitulé du marché	Mode de gestion	Données financières		N° registre		Attributaire
		Montant liquidé HTVA		CTB	DNCMP	
		Monnaie	Montant exécuté		N°	Nom
Plan directeur d'assainissement des eaux usées et des excréments de	Cogestion	EUR	235 773	491	41/S/2012	Gpt Fichtner - Sher - Geosci
Etude et Contrôle des travaux de pavage à Bujumbura & Kirundo	Cogestion	EUR	278 279	432	54/S/2011	Sher ingénieur sa - Ecet
Travaux de pavage et Assainissement Buja - Lot 4	Cogestion	BIF	675 839 163	570	89/T/2013	MALEX
Travaux de pavage et Assainissement Buja - Lot 5	Cogestion	BIF	476 746 008	570	89/T/2013	CETRA
Travaux de pavage et Assainissement Buja - Lot 6	Cogestion	BIF	508 932 898	570	89/T/2013	MALEX
Travaux de pavage et Assainissement Buja - Lot 7	Cogestion	BIF	320 807 520	570	89/T/2013	SEICO
Travaux de pavage et Assainissement Buja - Lot 8	Cogestion	BIF	410 471 511	570	89/T/2013	ECBROH
Travaux de pavage et Assainissement Buja - Lot 9	Cogestion	BIF	406 574 258	570	89/T/2013	ECBROH
Travaux de pavage et Assainissement Buja - Lot 10	Cogestion	BIF	441 196 955	570	89/T/2013	CETRA

Fournitures matériels - Formation professionnelle (Marché à commande)	Cogestion	BIF	32 102 500	510		EXTCO
Fournitures matériels - Hydraulique (Marché à commande)	Cogestion	BIF	14 275 140	542		UTEMA
Etude du potentiel de valorisation des déchets ménagers solides à	Cogestion	EUR	92 700	499		VSI PLANNING
Suivi des travailleurs HIMO post chantier et formations de base AGR	Cogestion	BIF	136 552 024	445		ADISCO
Gestion des apprenants sur chantiers écoles et formations professionnelles	Cogestion	BIF	278 141 016	443		GLOBAL CONSULTING GROUP
Sélection, suivi, formation de base des apprenants HIMO - Relance	Cogestion	BIF	225 690 418	446		IKIBIRI COALITION
Fourniture de fer à béton	Cogestion	BIF	137 502 998	502		UTEMA
Fourniture de gasoil	Cogestion	BIF	109 527 000	573		KOBIL
Fourniture de gravier - Relance du DAO 605	Cogestion	BIF	95 192 304	629		DUSABE Alain
Fourniture de 400 T de ciment	Cogestion	BIF	198 400 000	609		ETS NKANAGU SYLVESTRE

Service de gardiennage	Cogestion	BIF	14 414 000	275		VIGILES BURUNDAIS
Fournitures pièces détachées pour camion - Appui au SETEMU (Relance	Cogestion	BIF	10 840 000	285		ATC PARTS
Fourniture de 800 m3 de gravier 5/25	Cogestion	BIF	32 815 019	286		COGIEX
Fourniture matériel pour la formation professionnelle - Lot 1	Cogestion	BIF	688 000	287		ETS HAKIZIMANA
Fourniture matériel pour la formation professionnelle - Lot 2	Cogestion	BIF	8 000 000	287		ETS HAKIZIMANA
Fourniture matériel pour la formation professionnelle - Lot 3	Cogestion	BIF	2 240 000	287		Q. PRO
Fourniture de 1660 sacs de ciment 42.5	Cogestion	BIF	39 942 000	288		ETS NKANAGU SYLVESTRE
Fourniture matériel hydraulique - Lot 1	Cogestion	BIF	12 400 000	282		Ets METHA
Fourniture matériel hydraulique - Lot 2	Cogestion	BIF	1 358 000	282		Ets METHA
Fourniture matériel hydraulique - Lot 3	Cogestion	BIF	2 180 000	282		Ets METHA

Fourniture matériel hydraulique - Lot 4	Cogestion	BIF	12 500 000	282		Ets MUGIRANEZA
Fourniture matériel hydraulique - Lot 5	Cogestion	BIF	2 380 000	282		Ets MUGIRANEZA
Fourniture matériel hydraulique - Lot 6	Cogestion	BIF	906 500	282		Ets METHA
Construction de 3 bureaux communaux dans les communes Cibitoke,	Cogestion	BIF	16 794 834	296		DENS
Fourniture de Ciment 42.5	Cogestion	BIF	39 060 000	298		ETS NKANAGU SYLVESTRE
Fourniture d'une armoire électrique - STEP	Cogestion	BIF	34 000 000	297		IMEX
Fourniture de 800 m3 de gravier 5/25	Cogestion	BIF	6 404 782	301		COLEMA
Appui technique (génie civile- construction routes pavés)	Régie	EUR	24 600	627		YVES HANOTEAU
Etude filière recyclage - Lot 1 & 2	Cogestion	EUR		267		VSI PLANNING
Fourniture de Ciment 42.5	Cogestion	BIF	39 060 000	303		ETS NKANAGU SYLVESTRE

Matériel de quincaillerie	Cogestion	BIF	75 720 000	688		QUINCAILLERIE P RINCE
Fourniture de 5 plaques vibrantes	Cogestion	BIF	39 930 000	306		COLEMA
Charrette	Cogestion	BIF	39 892 000	318		DEMCO
Pièces détachées pour véhicules et machines - Lot 1	Cogestion	BIF	4 235 500	323		MATRACT
Pièces détachées pour véhicules et machines - Lot 2	Cogestion	BIF	23 420 600	323		MATRACT
Pièces détachées pour véhicules et machines - Lot 3	Cogestion	BIF	2 796 052	323		AUTOTECH
Matériel hydraulique	Cogestion	BIF	61 823 931	687		BCS
Fourniture pour les formations professionnelles - Lot 1 Relance DC 327	Cogestion	BIF	444 400	331		ETS HAKIZIMANA
Fourniture pour les formations professionnelles - Lot 2/ Relance DC 327	Cogestion	BIF	4 081 900	331		ETS HAKIZIMANA
Fourniture pour les formations professionnelles - Lot 3/ Relance DC 327	Cogestion	BIF	285 200	331		QUINCAILLERIE PRINCE
Fourniture pour les formations professionnelles - Lot 4/ Relance 327	Cogestion	BIF	547 444	331		CCBS/SINDAYIHEB URA VITAL/
Fourniture pour les formations professionnelles - Lot 5/ Relance 327	Cogestion	BIF	503 500	331		SINDAYIHEBURA VITAL
Mise en conformité des stations de pompage des eaux usées de la ville de	Cogestion	BIF	38 523 587	353		SOBELEC

5 Accords d'exécution



INVENTAIRE DES "ACCORDS D'EXECUTION" / ACCORDS DE FINANCEMENT

DATE: 26/07/2016

NUMERO DE L'ACCORD	CODE DU PROJET / PROGRAMME	ACTIVITE DU CADRE LOGIQUE / CODE BUDG	MODALITE D'EXECUTION	INSTITUTION / ORGANISATION	TYPE INSTITUTION	OBJET DE L'ACCORD	AUTORITE CONTRACTANTE	MODE DE FINANCEMENT	AUDIT	DATE SIGNATURE	DATE D'ENTREE EN VIGUEUR	DATE DE FIN	DEVISE DE L'ACCORD	MONTANT TOTAL ASSIGNE EN EURO	SOLDE ACCORD	COMMENTAIRES
001/2009	BDI 0804911	C_01_02	COGESTION	ATPDPE	Association	Organisation de la production et de la fourniture des pavés au Programme Pavage	Projet	Paiement direct des factures par CTB	oui	10/12/2009	10/12/2009	22/12/2009	BIF	1,148.58 €	0.00 €	Il s'agit d'une 1ère convention collective avec 5 associations pour la production de pavés. Néanmoins chaque association a des objectifs à atteindre conformément
	BDI 0804911	C_01_02	COGESTION	ATPPLD	Association	Organisation de la production et de la fourniture des pavés au Programme Pavage	Projet	Paiement direct des factures par CTB	oui	10/12/2009	10/12/2009	22/12/2009	BIF	1,149 €	0.00 €	
	BDI 0804911	C_01_02	COGESTION	ATPD	Association	Organisation de la production et de la fourniture des pavés au Programme Pavage	Projet	Paiement direct des factures par CTB	oui	10/12/2009	10/12/2009	24/12/2009	BIF	1,144.66 €	0.00 €	

	BDI 0804911	C_01_02	COGESTION	ATPB	Association	Organisation de la production et de la fourniture des pavés au Programme Pavage	Projet	Paiement direct des factures par CTB	oui	10/12/2009	10/12/2009	24/12/2009	BIF	1,144.66 €	0.00 €	nt à sa taille
	BDI 0804911	C_01_02	COGESTION	PTFPB	Association	Organisation de la production et de la fourniture des pavés au Programme Pavage	Projet	Paiement direct des factures par CTB	oui	10/12/2009	10/12/2009	19/01/2010	BIF	1,140.78 €	0.00 €	
001/2010	BDI 0804911	C_01_02	COGESTION	ATPD Isalé	Association	Fourniture de pavés et appui à la filière pavé	Projet	Paiement direct des factures par CTB	oui	16/02/2010	16/02/2010	16/10/2010	BIF	64,000 €	39,763 €	Il s'agit d'une 2nde convention collective avec 5 associations pour la production de pavés. Néanmoins chaque association a des objectifs à atteindre conformément à sa taille
	BDI 0804911	C_01_02	COGESTION	ATPPLD Kabezi	Association	Fourniture de pavés et appui à la filière pavé	Projet	Paiement direct des factures par CTB	oui	16/02/2010	16/02/2010	16/10/2010	BIF	32,000 €	0 €	
	BDI 0804911	C_01_02	COGESTION	PTFPBU Mubimbi	Association	Fourniture de pavés et appui à la filière pavé	Projet	Paiement direct des factures par CTB	oui	16/02/2010	16/02/2010	16/10/2010	BIF	24,000 €	13,932 €	
	BDI 0804911	C_01_02	COGESTION	ATPDPE Matryazo	Association	Fourniture de pavés et appui à la filière pavé	Projet	Paiement direct des factures par CTB	oui	16/02/2010	16/02/2010	16/10/2010	BIF	40,000 €	0 €	
	BDI 0804911	C_01_02	COGESTION	ATPB Rugazi	Association	Fourniture de pavés et appui à la filière pavé	Projet	Paiement direct des factures par CTB	oui	16/02/2010	16/02/2010	16/10/2010	BIF	20,000 €	7,863 €	
001/2011	BDI 0804911	D_03_03	COGESTION	CFA GITEGA	Organisme public	Fourniture matériel cantonier	Projet	Paiement direct des factures par CTB	non	5/01/2011	5/01/2011	5/07/2011	BIF	2,167 €	167 €	
002/2011	BDI 0804911	D_02_02	COGESTION	CEM Kinama	Organisme public	Formation professionnelle	Projet	Paiement direct des factures par CTB	non	31/05/2011	31/05/2011	30/11/2011	BIF			Le montant global n'a pas été fixé car dépendant du nombre d'apprenants affectés dans les niches. Il a été fixé le coût par apprenant
003/2011	BDI 0804911	D_02_02	COGESTION	CFPP	Organisme public	Formation professionnelle	Projet	Paiement direct des factures par CTB	non	21/06/2011	21/06/2011	21/12/2011	BIF			

004/2011	BDI 0804911	D_02_02	COGESTION	Département d'Enseignement des Métiers	Organisme public	Suivi - Formation professionnelle	Projet	paiement direct des factures par CTB	non	21/06/2011	21/06/2011	21/12/2011	BIF	3,520 €	453 €	
005/2011	BDI 0804911	D_03_02	COGESTION	ATPD Isalé	Association	Fourniture de pavés et appui à la filière pavé	Projet	Paiement direct des factures par CTB	oui	24/06/2011	24/06/2011	24/12/2011	BIF	16,000 €	0 €	Accord global n°3 - terminé au 30/09/2011
	BDI 0804911	D_03_02	COGESTION	ATPPLD Kabezi	Association	Fourniture de pavés et appui à la filière pavé	Projet	Paiement direct des factures par CTB	oui	24/06/2011	24/06/2011	24/12/2011	BIF	28,000 €	1,210 €	
	BDI 0804911	D_03_03	COGESTION	ABADAHE MUKA Mubimbi	Association	Réhabilitation du Pont NYABAGERE	Projet	Paiement direct des factures par CTB	non	24/06/2011	24/06/2011	24/12/2011	BIF	16,000 €	1,333 €	
	BDI 0804911	D_03_02	COGESTION	ATPDPE Matryazo	Association	Fourniture de pavés et appui à la filière pavé	Projet	Paiement direct des factures par CTB	oui	24/06/2011	24/06/2011	24/12/2011	BIF	40,000 €	-8,471 €	
	BDI 0804911	D_03_02	COGESTION	RECORD	Association	Fourniture de pavés et appui à la filière pavé	Projet	Paiement direct des factures par CTB	oui	24/06/2011	24/06/2011	24/12/2011	BIF	40,000 €	5,333 €	
	BDI 0804911	D_03_02	COGESTION	ATPB Rugazi	Association	Fourniture de pavés et appui à la filière pavé	Projet	Paiement direct des factures par CTB	oui	24/06/2011	24/06/2011	24/12/2011	BIF	40,000 €	-3,385 €	
	BDI 0804911	D_03_02	COGESTION	ADI	Association	Fourniture de pavés et appui à la filière pavé	Projet	Paiement direct des factures par CTB	oui	24/06/2011	24/06/2011	24/12/2011	BIF	16,000 €	0 €	
	BDI 0804911	D_03_02	COGESTION	FAVOSIDE	Association	Fourniture de pavés et appui à la filière pavé	Projet	Paiement direct des factures par CTB	oui	24/06/2011	24/06/2011	24/12/2011	BIF	16,000 €	0 €	
006/2011	BDI 0804911	A_01_02	COGESTION	TURWANY UBUKENE	Association	Fourniture de pavés et appui à la filière pavé	Projet	Paiement direct des factures par CTB	oui	15/08/2011	15/08/2011	15/09/2011	BIF	933 €	0 €	
007/2011	BDI 0804911	D_03_03	COGESTION	SETEMU	Organisme public	Réhabilitation du Pont NYABAGERE	Projet	Paiement direct des factures par CTB	non	26/09/2011	26/09/2011	15/12/2011	BIF	24,526 €	-7,132 €	Accord terminé au 05/06/2012
008/2011	BDI 0804911	A_01_02	COGESTION	ABAJAMU GAMBI	Association	Fourniture de pavés et appui à la filière pavé	Projet	paiement direct des factures par CTB	oui	1/10/2011	1/10/2011	1/11/2011	BIF	967 €	0 €	
009/2011	BDI 0804911	D_03_02	COGESTION	ATPD Isalé	Association	Fourniture de pavés et appui à la filière pavé	Projet	Paiement direct des factures par CTB	oui	4/10/2011	4/10/2011	4/02/2012	BIF	9,233 €	3,561 €	Accord global n°4 clôturé malgré les soldes restants
	BDI 0804911	D_03_02	COGESTION	ATPPLD Kabezi	Association	Fourniture de pavés et appui à la filière pavé	Projet	Paiement direct des factures par CTB	oui	4/10/2011	4/10/2011	4/02/2012	BIF	16,157 €	12,221 €	

	BDI 0804911	D_03_02	COGESTION	ABADAHE MUKA Mubimbi	Association	Fourniture de pavés et appui à la filière pavé	Projet	Paiement direct des factures par CTB	oui	4/10/2011	4/10/2011	4/02/2012	BIF	9,233 €		
	BDI 0804911	D_03_02	COGESTION	ATPDPE Matryazo	Association	Fourniture de pavés et appui à la filière pavé	Projet	Paiement direct des factures par CTB	oui	4/10/2011	4/10/2011	4/02/2012	BIF	36,930 €	30,552 €	
	BDI 0804911	D_03_02	COGESTION	RECORD	Association	Fourniture de pavés et appui à la filière pavé	Projet	Paiement direct des factures par CTB	oui	4/10/2011	4/10/2011	4/02/2012	BIF	23,081 €	10,796 €	
	BDI 0804911	D_03_02	COGESTION	ATPB Rugazi	Association	Fourniture de pavés et appui à la filière pavé	Projet	Paiement direct des factures par CTB	oui	4/10/2011	4/10/2011	4/02/2012	BIF	36,930 €	17,902 €	
	BDI 0804911	D_03_02	COGESTION	ADI	Association	Fourniture de pavés et appui à la filière pavé	Projet	Paiement direct des factures par CTB	oui	4/10/2011	4/10/2011	4/02/2012	BIF	9,233 €	4,616 €	
	BDI 0804911	D_03_02	COGESTION	FAVOSIDE	Association	Fourniture de pavés et appui à la filière pavé	Projet	Paiement direct des factures par CTB	oui	4/10/2011	4/10/2011	4/02/2012	BIF	9,233 €	2,063 €	
001/2012	BDI 0804911	D_02_02	COGESTION	CNTA	Organisme public	formation professionnelle des apprenants	Projet	Paiement direct des factures par CTB	oui		6/01/2012	6/01/2012	6/01/2013		- 2,875.00 €	Le montant global n'a pas été fixé car dépendant du nombre d'apprenants. Il a été fixé le coût par apprenant
002/2012	BDI 0804911	D_02_02	COGESTION	CEM KINAMA	Organisme public	formation professionnelle des apprenants	Projet	Paiement direct des factures par CTB	non		11/01/2012	11/01/2012	10/01/2013		- 11,621.00 €	Le montant global n'a pas été fixé car dépendant du nombre d'apprenants. Il a été fixé le coût par apprenant
003/2012	BDI 0804911	A_01_02	COGESTION	ASSOCIATION TURWAN YUBUKENE	Association	Fourniture de pavés et appui à la filière pavé	Projet	Paiement direct des factures par CTB	oui	20/01/2012	20/01/2012	20/03/2012	BIF	1,588 €	0.00 €	Accord clôturé
004/2012	BDI 0804911	A_01_02	COGESTION	ASSOCIATION ABAJAMU GAMBI	Association	Fourniture de pavés et appui à la filière pavé	Projet	Paiement direct des factures par CTB	oui	20/01/2012	20/01/2012	20/03/2012	BIF	1,588 €	0.00 €	Accord clôturé

005/2012	BDI 0804911	A_01_02	COGESTION	Association TWIYUNG UNGANYE	Association	Fourniture de pavés et appui à la filière pavé	Projet	Paiement direct des factures par CTB	oui	20/01/2012	20/01/2012	20/03/2012	BIF	1,588 €	0.00 €	Accord clôturé
006/2012	BDI 0804911	D_03_03	COGESTION	CFA GITEGA	Organisme public	production d'outillage cantonnier	Projet	Paiement direct des factures par CTB	non	25/01/2012	25/01/2012	24/01/2013	BIF	6,965 €	0.00 €	Accord clôturé
007/2012	BDI 0804911	D_03_02	COGESTION	ATPD ISALE	Association	Fourniture de pavés et appui à la filière pavé	Projet	Paiement direct des factures par CTB	oui	10/02/2012	10/02/2012	à la livraison complète	BIF	22,000 €	2,178.00 €	Accord clôturé
008/2012	BDI 0804911	D_03_02	COGESTION	ATPPLD KABEZI	Association	Fourniture de pavés et appui à la filière pavé	Projet	Paiement direct des factures par CTB	oui	10/02/2012	10/02/2012	à la livraison complète	BIF	22,000 €	0.00 €	Accord clôturé
009/2012	BDI 0804911	D_03_02	COGESTION	ATPDPE Matryazo	Association	Fourniture de pavés et appui à la filière pavé	Projet	Paiement direct des factures par CTB	oui	10/02/2012	10/02/2012	à la livraison complète	BIF	22,000 €	1,635.00 €	Accord clôturé
010/2012	BDI 0804911	D_03_02	COGESTION	RECORD	Association	Fourniture de pavés et appui à la filière pavé	Projet	Paiement direct des factures par CTB	oui	10/02/2012	10/02/2012	à la livraison complète	BIF	22,000 €	20,799.00 €	Accord clôturé
011/2012	BDI 0804911	D_03_02	COGESTION	ATPB Rugazi	Association	Fourniture de pavés et appui à la filière pavé	Projet	Paiement direct des factures par CTB	oui	10/02/2012	10/02/2012	à la livraison complète	BIF	22,000 €	18,955.00 €	Accord clôturé
012/2012	BDI 0804911	D_03_02	COGESTION	ADI	Association	Fourniture de pavés et appui à la filière pavé	Projet	Paiement direct des factures par CTB	oui	10/02/2012	10/02/2012	à la livraison complète	BIF	22,000 €	20,979.00 €	Accord clôturé
013/2012	BDI 0804911	D_03_02	COGESTION	FAVOSIDE	Association	Fourniture de pavés et appui à la filière pavé	Projet	Paiement direct des factures par CTB	oui	10/02/2012	10/02/2012	à la livraison complète	BIF	22,000 €	1,489.86 €	Accord clôturé
014/2012	BDI 0804911	A_01_02	COGESTION	RECORD	Association	Fourniture de pavés et appui à la filière pavé	Projet	Paiement direct des factures par CTB	oui	10/02/2012	10/02/2012	à la livraison complète	BIF	21,176 €	3,210.00 €	Accord clôturé
015/2012	BDI 0804911	A_01_02	COGESTION	ATPPLD KABEZI	Association	Fourniture de pavés et appui à la filière pavé	Projet	Paiement direct des factures par CTB	oui	10/02/2012	10/02/2012	à la livraison complète	BIF	21,176 €	18,308.00 €	Accord clôturé
016/2012	BDI 0804911	D_02_02	COGESTION	CFPP	Organisme public	formation professionnelle des apprenants	Projet	Paiement direct des factures par CTB	non	13/02/2012	13/02/2012	12/02/2013	BIF		-27,104	Le montant global n'a pas été fixé car dépendant du nombre d'apprenants affectés dans les niches. Il a été fixé le coût par apprenant

017/2012	BDI 0804911	D_02_02	COGESTION	D.E.M.F.P	Organisme public	formation professionnelle des apprenants	Projet	Paiement direct des factures par CTB	non	16/02/2012	16/02/2012	15/02/2013	BIF	3,953 €	0.00 €	Accord clôturé
018/2012	BDI 0804911	A_01_02	COGESTION	ASSOCIATION TURWAN YUBUKENE	Association	Fourniture de pavés et appui à la filière pavé	Projet	Paiement direct des factures par CTB	oui	26/01/2012	26/01/2012	26/03/2012	BIF	6,471 €	0.00 €	Accord clôturé
019/2012	BDI 0804911	D_03_02	COGESTION	ATPDPE Matryazo	Association	Fourniture de pavés et appui à la filière pavé	Projet	Paiement direct des factures par CTB	oui	22/05/2012	22/05/2012	à la livraison complète	BIF	26,400 €	252.00 €	L'accord a pris fin au 04/07/2012
020/2012	BDI 0804911	A_01_02	COGESTION	RECORD	Association	Fourniture de pavés et appui à la filière pavé	Projet	Paiement direct des factures par CTB	oui	24/05/2012	24/05/2012	à la livraison complète	BIF	22,000 €	0.00 €	Accord clôturé
021/2012	BDI 0804911	A_01_02	COGESTION	ATPPLD KABEZI	Association	Fourniture de pavés et appui à la filière pavé	Projet	Paiement direct des factures par CTB	oui	24/05/2012	24/05/2012	à la livraison complète	BIF	22,000 €	0.00 €	Accord clôturé
022/2012	BDI 0804911	A_01_02	COGESTION	ASSOCIATION ABAJAMU GAMBIE	Association	Fourniture de pavés et appui à la filière pavé	Projet	Paiement direct des factures par CTB	oui	28/05/2012	28/05/2012	à la livraison complète	BIF	2,588 €	0.00 €	Accord clôturé
023/2012	BDI 0804911	A_01_02	COGESTION	Association TWIYUNG UNGANYE	Association	Fourniture de pavés et appui à la filière pavé	Projet	Paiement direct des factures par CTB	oui	28/05/2012	28/05/2012	à la livraison complète	BIF	2,588 €	0.00 €	Accord clôturé
024/2012	BDI 0804911	D_03_02	COGESTION	ATPB Rugazi	Association	Fourniture de pavés et appui à la filière pavé	Projet	Paiement direct des factures par CTB	oui	30/05/2012	30/05/2012	à la livraison complète	BIF	22,000 €	0.00 €	Accord clôturé
025/2012	BDI 0804911	D_03_03	COGESTION	SETEMU	Organisme public	Location 2 camions bennes	Projet	Paiement direct des factures par CTB	non	30/05/2012	30/05/2012	30/09/2012	BIF	20,000 €	0.00 €	Accord clôturé
025/2012	BDI 0804911	D_03_03	COGESTION	SETEMU	Organisme public	Location 2 camions bennes	Projet	Paiement direct des factures par CTB	non	1/10/2012	1/10/2012	31/01/2013	BIF	19,930 €	0.00 €	Accord clôturé
026/2012	BDI 0804911	A_01_02	COGESTION	Association TWIYUNG UNGANYE	Association	Fourniture de pavés et appui à la filière pavé	Projet	Paiement direct des factures par CTB	oui	22/10/2012	22/10/2012	22/11/2012	BIF	3,882 €	0.00 €	Accord clôturé
027/2012	BDI 0804911	D_03_02	COGESTION	ATPB Rugazi	Association	Fourniture de pavés et appui à la filière pavé	Projet	Paiement direct des factures par CTB	oui	10/07/2012	10/07/2012	à la livraison complète	BIF	49,412 €	0.00 €	Accord clôturé
028/2012	BDI 0804911	D_03_02	COGESTION	FAVOSIDE	Association	Fourniture de pavés et appui à la filière pavé	Projet	Paiement direct des factures par CTB	oui	10/07/2012	10/07/2012	à la livraison complète	BIF	42,353 €	0.00 €	Accord clôturé

029/2012	BDI 0804911	D_03_02	COGESTION	ATPD ISALE	Association	Fourniture de pavés et appui à la filière pavé	Projet	Paiement direct des factures par CTB	oui	10/07/2012	10/07/2012	à la livraison complète	BIF	42,353 €	0.00 €	Accord clôturé
030/2012	BDI 0804911	D_03_02	COGESTION	ATPPLD KABEZI	Association	Fourniture de pavés et appui à la filière pavé	Projet	Paiement direct des factures par CTB	oui	10/07/2012	10/07/2012	à la livraison complète	BIF	35,294 €	0.00 €	Accord clôturé
031/2012	BDI 0804911	D_03_02	COGESTION	ATPDPE Matryazo	Association	Fourniture de pavés et appui à la filière pavé	Projet	Paiement direct des factures par CTB	oui	10/07/2012	10/07/2012	à la livraison complète	BIF	56,470 €	0.00 €	Accord clôturé
032/2012	BDI 0804911	D_03_02	COGESTION	ADI	Association	Fourniture de pavés et appui à la filière pavé	Projet	Paiement direct des factures par CTB	oui	10/07/2012	10/07/2012	à la livraison complète	BIF	14,118 €	0.00 €	Accord clôturé
033/2012	BDI 0804911	D_03_02	COGESTION	MOTAPAD	Association	Fourniture de pavés et appui à la filière pavé	Projet	Paiement direct des factures par CTB	oui	27/08/2012	27/08/2012	à la livraison complète	BIF	2,588 €	0.00 €	Accord clôturé
033/2012	BDI 0804911	D_03_02	COGESTION	ATWIMA	Association	Fourniture de pavés et appui à la filière pavé	Projet	Paiement direct des factures par CTB	oui	22/08/2012	22/08/2012	à la livraison complète	BIF	2,588 €	0.00 €	Accord clôturé
035/2012	BDI 0804911	D_03_02	COGESTION	ADIPEPRPO	Association	Fourniture de pavés et appui à la filière pavé	Projet	Paiement direct des factures par CTB	oui	23/08/2012	23/08/2012	à la livraison complète	BIF	2,588 €	0.00 €	Accord clôturé
036/2012	BDI 0804911	D_03_02	COGESTION	MJPE	Association	Fourniture de pavés et appui à la filière pavé	Projet	Paiement direct des factures par CTB	oui	29/08/2012	29/08/2012	à la livraison complète	BIF	2,588 €	0.00 €	Accord clôturé
037/2012	BDI 0804911	A_01_02	COGESTION	COMACO	Association	Fourniture de pavés et appui à la filière pavé	Projet	Paiement direct des factures par CTB	oui	22/10/2012	22/10/2012	22/11/2012	BIF	3,882 €	0.00 €	Accord clôturé
038/2012	BDI 0804911	A_01_02	COGESTION	ATP NGOZI	Association	Fourniture de pavés et appui à la filière pavé	Projet	Paiement direct des factures par CTB	oui	22/10/2012	22/10/2012	22/11/2012	BIF	3,882 €	0.00 €	Accord clôturé
039/2012	BDI 0804911	A_01_02	COGESTION	Association ABAHUZA BIKORWA	Association	Fourniture de pavés et appui à la filière pavé	Projet	Paiement direct des factures par CTB	oui	22/10/2012	22/10/2012	22/11/2012	BIF	3,882 €	0.00 €	Accord clôturé
040/2012	BDI 0804911	A_01_02	COGESTION	TWIYUNG UNGANYE -ATP BUJUMBU RA	Association	Fourniture de pavés et appui à la filière pavé	Projet	Paiement direct des factures par CTB	oui	22/10/2012	22/10/2012	22/11/2012	BIF	3,882 €	0.00 €	Accord clôturé
041/2012	BDI 0804911	A_01_02	COGESTION	ASSOCIATION ABAJAMU GAMBIA	Association	Fourniture de pavés et appui à la filière pavé	Projet	Paiement direct des factures par CTB	oui	26/10/2012	26/10/2012	26/10/2013	BIF	2,579 €	0.00 €	Accord clôturé
042/2012	BDI 0804911	D_03_02	COGESTION	MOTAPAD	Association	Fourniture de pavés et appui à la filière pavé	Projet	Paiement direct des factures par CTB	oui	26/10/2012	26/10/2012	27/10/2013	BIF	28,235 €	0.00 €	Accord clôturé
043/2012	BDI 0804911	D_03_02	COGESTION	MJPE	Association	Fourniture de pavés et appui à la filière	Projet	Paiement direct des factures par	oui	26/10/2012	26/10/2012	28/10/2013	BIF	28,235 €	0.00 €	Accord clôturé

002/2013	BDI 0804911	D_02_02	COGESTION	ETS KAMENGE	Organisme public	formation professionnelle des apprenants	Projet	Paiement direct des factures par CTB	non	1/16/2013	1/16/2013	1/15/2014	BIF	16 764 €	13 014,00 €	Accord clôturé
003/2013	BDI 0804911	D_03_03	COGESTION	SETEMU	Organisme public	Location 2 camions bennes	Projet	Paiement direct des factures par CTB	non	2/01/2013	2/01/2013	31/04/2013	BIF	13 622 €	0.00 €	Accord clôturé
004/2013	BDI 0804911	A_01_02	COGESTION	TWIYUNG UNGANYE -ATP BUJUMBU RA	Association	Fourniture de pavés et appui à la filière pavé	Projet	Paiement direct des factures par CTB	non	2/04/2013	2/04/2013	8/03/2013	BIF	23 960 €	0.00 €	Accord clôturé
005/2013	BDI 0804911	D_02_02	COGESTION	CFPP	Organisme public	formation professionnelle des apprenants	Projet	Paiement direct des factures par CTB	non	2/16/2013	2/16/2013	2/15/2014	BIF	21 048 €	8 627,00 €	Accord clôturé
006/2013	BDI 0804911	D_03_02	COGESTION	ADI	Association	Fourniture de pavés et appui à la filière pavé	Projet	Paiement direct des factures par CTB	non	2/15/2013	2/15/2013	11/15/2013	BIF	28 841 €	0.00 €	Accord clôturé
007/2013	BDI 0804911	D_03_02	COGESTION	ATPPLD KABEZI	Association	Fourniture de pavés et appui à la filière pavé	Projet	Paiement direct des factures par CTB	non	2/15/2013	2/15/2013	11/15/2013	BIF	64 892 €	0.00 €	Accord clôturé
008/2013	BDI 0804911	D_03_03	COGESTION	A.T.P.P.E. MA	Association	Fourniture de pavés et appui à la filière pavé	Projet	Paiement direct des factures par CTB	non	2/18/2013	2/18/2013	3/19/2013	BIF	4 326 €	0.00 €	Accord clôturé
009/2013	BDI 0804911	D_03_03	COGESTION	CFA GITEGA	Organisme public	fourniture du matériel cantonnier	Projet	Paiement direct des factures par CTB	non	3/04/2013	3/04/2013	8/31/2013	BIF	3 016 €	0.00 €	Accord clôturé
010/2013	BDI 0804911	A_01_02	COGESTION	ATP NGOZI	Association	Fourniture de pavés et appui à la filière pavé	Projet	Paiement direct des factures par CTB	non	4/01/2013	4/01/2013	8/01/2013	BIF	12 990 €	0.00 €	Accord clôturé
011/2013	BDI 0804911	D_02_02	COGESTION	D.E.M.F.P	Organisme public	suivi - Formation professionnelle	Projet	Paiement direct des factures par CTB	non	9/25/2013	10/01/2013	6/30/2014	BIF	1 735 €	267.00 €	Accord clôturé
012/2013	BDI 0804911	D_03_03	COGESTION	ONATEL	Organisme public	Déplacement câble téléphonique	Projet	Paiement direct des factures par CTB	non	6-janv.	1/06/2014	1/31/2015	BIF	29,683.00 €	20,332.00 €	Accord clôturé
013/2013	BDI 0804911	D_03_02	COGESTION	ADI	Association	Fourniture de pavés et appui à la filière pavé	Projet	Paiement direct des factures par CTB	oui	12/10/2013	12/10/2013	1/31/2014	BIF	3 900 €	3 900 €	Accord clôturé
014/2013	BDI 0804911	D_03_02	COGESTION	ADIPEPRO	Association	Fourniture de pavés et appui à la filière pavé	Projet	Paiement direct des factures par CTB	oui	12/10/2013	12/10/2013	1/31/2014	BIF	3 900 €	3 900 €	Accord cassé pour non respect des délais
015/2013	BDI 0804911	D_03_02	COGESTION	MOTAPAD	Association	Fourniture de pavés et appui à la filière pavé	Projet	Paiement direct des factures par CTB	oui	12/10/2013	12/10/2013	6/30/2014	BIF	3 900 €	0.00 €	Accord clôturé
016/2013	BDI	D_03	COGES	ATPPMA	Associ	Fourniture de pavés	Projet	Paiement direct	oui	12/10/2013	12/10/2013	1/31/2014	BIF	4 550 €	0.00 €	Accord

6 Équipements

Voir fichier inventaire :



Microsoft Excel
97-2003 Worksheet

7 Cadre logique:

Ce cadre logique a été avalisé par la SMCL du 28 janvier 2013.

	Objectif global	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
OG	Favoriser le développement économique la mise à niveau des infrastructures de transport intra-urbaines.	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Pourcentage des routes concernées</i> - <i>Pourcentage de ménages bénéficiaires par rapport à la population des zones cibles</i> - <i>Injection masse monétaire</i> 	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Rapports de projet</i> 	<ul style="list-style-type: none"> - <i>la paix est maintenue dans le pays</i>
	Objectif spécifique	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
OS	<p>Réhabiliter durablement le réseau routier intra-urbain de localités par le biais de chantiers de pavage à haute intensité de main d'œuvre.</p> <p>Ss OS :</p> <p>Construction et protection des routes pavées.</p> <p>Mise au travail et développement des capacités de la population en vue d'une insertion socio économique</p>	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Distance et surface pavées</i> - <i>Nombre d'Hommes/jours de travail créés</i> - <i>Nombres de personnes formées</i> 	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Rapports de projet</i> - <i>Rapport d'exécution</i> - <i>Fiches de présence</i> 	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Le réseau est entretenu par les autorités responsables</i>

	Volet A : Kirundo	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses /risques
<i>R1</i>	Les routes ciblées à Kirundo sont pavées	<ol style="list-style-type: none"> 1. Distance et surface pavées 2. sécurité = nombre de ralentisseurs 3. Temps des trajets 4. Longueur de caniveaux de drainage 5. Nombre de riverains ou parcelles sur route pavée 6. Nombre d'hommes mois (mise au travail) via les entreprises. 7. Nombre d'hommes mois (mise au travail) via les ATP 8. Nombre de tailleurs formés à l'exploitation de carrière. 9. Contribution aux recettes fiscales communales via l'exploitation de carrières et pourcentage du budget communal 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports de projet - PV de réception provisoire - Budget communal - Comptabilité ATP - Rapport BC - Rapport de formations 	<p>Le pavage est techniquement et économiquement faisable</p> <p>Disponibilité en agrégats</p> <p>Fourniture de pavés, ressources humaines suffisante pour l'approvisionnement</p> <p>- Bonne gestion des marchés publics entreprise</p> <p>Sécurité au niveau des carrières</p> <p>Déplacement des constructions illicites</p> <p>Budget suffisant pour les objectifs</p>
	Activités pour résultat 1	Moyens	Coûts	
<i>R1A1</i>	Etudes techniques et supervision	- Equipe projet + bureau d'études		
<i>R1A2</i>	Pavage à l'entreprise	- Entreprise de construction		

	Volet C : Bwiza/Nyakabiga	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
<i>R1</i>	Une deuxième phase de pavage est achevée	<ol style="list-style-type: none"> 1. Distance et surface pavées 2. sécurité = nombre de ralentisseurs 3. Temps des trajets 4. Longueur de caniveaux de drainage 5. Nombre de riverains ou parcelles sur route pavée 6. Nombre d'hommes mois (mise au travail) via les entreprises. 7. Nombre d'hommes mois (mise au travail) via les ATP 8. Nombre de tailleurs formés à l'exploitation de carrière. 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports de projet - PV de réception - Comptabilité ATP - Rapport BC - Rapport de formations - 	<p>Bonne gestion des marchés publics entreprise</p> <p>Fourniture de pavés, ressources humaines suffisante pour l'approvisionnement</p> <p>Déplacement des constructions illicites – gestion des riverains</p> <p>Budget suffisant pour les objectifs</p> <p>Relations avec les concessionnaires</p>
	Activités pour résultat 1	Moyens	Coûts	Hypothèses
<i>R1A1</i>	Etudes techniques et supervision des travaux	- Equipe projet + bureau d'études		-
<i>R1A2</i>	Pavage à l'entreprise	- Entreprise de construction		

	Volet D : Pavage Social Kamenge/Kinama/Cibitoke	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses/risques
R1	Renforcement des capacités des SETEMU	<ol style="list-style-type: none"> 1. Augmentation du parc 2. fonctionnalité du service de maintenance véhicule 3. RH SETEMU utilisés dans les chantiers de pavage 4. Nombre RH SETEMU formé 5. Présence et opérationnalité de la plate-forme SIG 6. Mise en place de la brigade pavage 7. Travaux réalisés par la brigade pavage (m² et réparations) 8. Appuis techniques et matériels des infrastructures des SETEMU 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport annuel des SETEMU Rapport de chantiers pavage - Rapports brigade - Réceptions provisoires - Facturation RH SETEMU 	<ul style="list-style-type: none"> - Convention avec les SETEMU pour la mise à disposition du matériel et des RH - Devenir des SETEMU - Stabilité des ressources SETEMU
	Activités pour résultat 1	Moyens	Coûts	Hypothèses
R1A1	Analyse des capacités et besoins	- SETEMU, équipe projet		
R1A2	Achat d'équipement	- Fournisseur		
R1A3	Frais de fonctionnement	- SETEMU		
R1A4	Appui à la planification, suivi, gestion	- SETEMU, consultant		
R2	Des compétences sont développées au sein de la population cible	<ol style="list-style-type: none"> 1. type de formations de connaissance proposées (humaines et entrepreneuriales) 2. nombre de bénéficiaires de formations de connaissance 3. Type de formation de renforcement et validation des compétences (alphabétisation, professionnelles, et chantiers écoles), 4. Nombre de bénéficiaires par 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport de projet - Certificats ou Attestations Listes de présence Rapport des partenaires 	<ul style="list-style-type: none"> La paix sociale est stimulée - La population est prête à contribuer au projet - identifications des autorités locales et partenaires (de formation) et leurs implications - Les formations

		<i>formations de renforcement et taux de réussites</i> 5. <i>Nombre de Partenaires impliqués dans les formations</i> 6. <i>Au niveau des chantiers écoles, nombre de promotions (A à B à C)</i> 7. <i>Absence de conflits</i> 8. <i>Nombre d'AGR, IGG (système épargne pour investissements), micro entreprises créées et existantes par les ex apprenants (et nombres impliqués)</i> 9. <i>Nombre et montant des bourses d'installations</i> 10. <i>Nombre d'hommes mois (mise au travail) via les ATP</i> 11. <i>Nombre de tailleurs formés et existants à l'exploitation de carrières.</i> 12. <i>Nombre d'ATP appuyées</i> 13. <i>Nombre de crédits outils octroyés</i> 14. <i>Nombre de carrières respectant les recommandations sociales et environnementales (y compris post exploitation)</i>		<i>favorisent le développement personnel et communautaire</i>
	Activités pour résultat 2	Moyens	Coûts	Hypothèses
R2A1	Etude socio-économique de base	- <i>Consultance externe</i>		-
R2A2	Formation des bénéficiaires	- <i>ONG, associations</i>		-
R2A3	Accompagnement social	- <i>ONG, associations</i>		-
R2A4	Appui à la filière pavé	- <i>ONG, associations tailleurs</i>		-

R3	Un nombre de routes à Kamenge/Kinama/Cibitoke sont pavées	1. <i>Distance et surface pavées</i> 2. <i>sécurité = nombre de</i>	- <i>rapport de projet</i> - <i>PV de réception</i>	- <i>Bonne gestion des RH et des chantiers</i>
-----------	--	--	--	--

	Le réseau routier est amélioré par le pavage social à KKC	<i>ralentisseurs, de panneaux indicateurs et éclairage</i> 3. <i>Temps des trajets</i> 4. <i>Longueur de caniveaux de drainage</i> 5. <i>Nombre de riverains/ parcelles sur route pavée</i> 6. <i>Nombre de chantiers de gestion environnementale et gestion de l'eau pluviale (chantiers connexes)</i> 7. <i>Nombre d'hommes mois des tailleurs (mise au travail) via les ATP</i> 8. <i>Nombre de pavés achetés</i> 9. <i>Nombre d'homme/mois d'apprenants</i> 10. <i>Montant des Bourses d'apprentissage octroyé</i>		<ul style="list-style-type: none"> - <i>Les constructions illicites sont limitées</i> - <i>Implications effectives des autorités (locales communales, ministérielles, ...)</i> - <i>Extension de la ville planifiée (eaux pluviales)</i> - <i>Concessionnaires</i> - <i>Risque budgétaires</i> - <i>Risques de réputation ; chantiers connexes eaux pluviales non faits</i> - <i>Accréditation de chantiers écoles</i> - <i>Production de pavés</i>
	Activités pour résultat 3	Moyens	Coûts	Hypothèses
R3A1	Etudes techniques	- <i>Consultance externe</i>		- <i>Collaboration participative de la commune</i>
R3A2	Achat de pavés	- <i>ONG, associations, tailleurs</i>		<ul style="list-style-type: none"> - <i>Mise à disposition d'un terrain de stockage</i> - <i>Matériaux disponibles en quantité suffisante</i>
R3A3	Pavage social	- <i>ONG, associations</i>		- <i>Motivation de la population</i>
R4	La collecte des déchets solides est améliorée	1. <i>Volume/poids des déchets collectés</i> 2. <i>Nombre de zones transit aménagés</i>	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Rapport de projet</i> - <i>Rapports spécifiques à la gestion des déchets au niveau</i> 	<ul style="list-style-type: none"> - <i>La population est sensibilisée à contribuer à la collecte</i> - <i>Implications des</i>

		<ul style="list-style-type: none"> 3. Taux de recouvrement des cotisations entretien déchets (2%) 4. Nombre de clients du système de déchets 5. Nombre de personnes employées par le système 6. Nombre de sensibilisation 7. Nombre de sanctions émises et perçues 8. Nombre de dépôts illicites de déchets 9. Initiatives locales créées et/ou appuyées 	<ul style="list-style-type: none"> - communal - PV des conseils communaux - Données de populations 	<ul style="list-style-type: none"> - autorités compétentes - Évolution du processus de décentralisation - Evolution des politiques sectorielles
	Activités pour résultat 4	Moyens	Coûts	Hypothèses
R4A1	Etude technique	- Consultance externe		
R4A2	Mise en place du système	- SETEMU, Mairie		
R5	Des études d'aménagement urbain sont faites	<ul style="list-style-type: none"> 1. Nombre d'études disponibles 2. Types de données fiables disponibles 3. Nombre d'ateliers de validations organisés 	<ul style="list-style-type: none"> - Études eaux usées et excréta - Document de stratégie de gestion des déchets - Études spécifiques déchets 	<ul style="list-style-type: none"> - GSEA fonctionnel - Appropriation des études par les autorités
	Activités pour résultat 5	Moyens	Coûts	Hypothèses
R5A1	Etudes déchets solides	- SETEMU, mairie, consultance		
R5A2	Plan directeur eaux (usées/pluie)	- SETEMU, Mairie, consultance		

8 Matrice de monitoring complète

Voir matrice de monitoring dans le 2.1 ci-dessus.

9 Outils et produits

1. Communication sur le projet :

- Photos de Rosalie Colfs sur les formations professionnelles et le chantier : a permis de développer une exposition photos (pour le Programme Pavage – cadres métalliques- et pour la CTB Burundi –gros cubes-).
- Diaporama réalisé pour l'expo Proseceau sur l'assainissement
- Banderoles, affiches utilisés pour les événements de communication.
- Vidéo présentant la formation humaine sur le VIH/Sida.
Voir le lien suivant : <https://www.youtube.com/watch?v=paKHv9LmVQE>
- Brochure de présentation du cycle des apprenants (triptyque réalisée pour la conférence des policiers pensionnés).
- Définition d'une stratégie de communication pour l'identification et le recrutement / incorporation des bénéficiaires acceptée par les communautés, l'autorité locale et la commune.
- Définition d'une stratégie de communication et sensibilisation par la cellule gestion des déchets : diffusion de spots audio et vidéos (collaboration avec Menya Média et autres).

2. Documents de capitalisation :

- Réalisation de 5 workingpapers (document technique d'expérience de 8 à 12 pages) portant sur la filière de la taille de pavés, les chantiers-écoles, les formations professionnelles, le processus de réconciliation et la méthode HIMO social.
 - o Un workingpaper a été publié sur le site de la CTB (premier numéro de la série Réflexion):
Voir le lien suivant :
http://www.btcctb.org/files/web/publication/001_Le%20pav%C3%A9%20moteur%20de%20d%C3%A9veloppement%20urbain_Pavage_Himo_FR.pdf
 - o Les autres workingpapers ont été publiés en 2013 sur la page de l'intervention et diffusés de manière massive aux institutions présentes au Burundi.
 - o Un livre de synthèse sur le pavage a été produit, basé sur les workingpapers.
- Développement d'une étude portant sur les ex-apprenants, leurs perceptions des formations, le développement des AGR...
- Etude socio-économique de base
- Etude sur les changements socio-économiques,
- Etude de géo référencement des activités économiques

3. Articles et publications en ligne (Blog coopération, diffusion interne/externe CTB)

- Pour tous les articles parus sur le blog (success stories, articles sur les ATP, le processus de sélection, l'identification)

Voir le lien suivant : <http://blogcooperation.be/tags/volunteers/shocq/> – plus disponibles à ce jour

- Pour les articles parus sur le site web, voir les liens suivants :

Casestudy : Articles sur la gestion des déchets dans les communes cibles

<http://www.btcctb.org/fr/casestudy/construction-routes-pav%C3%A9es-gestion-d%C3%A9chets>

Pic of the week : présentation du film sur le VIH/Sida et de la brochure de sensibilisation et de lutte contre le VIH/Sida sur les réseaux sociaux (Facebook, Twitter et Flickr)

<https://www.youtube.com/watch?v=paKHv9LmVQE>

Journée des toilettes, focus sur un programme par pays.

<http://www.btcctb.org/fr/casestudy/journ%C3%A9e-mondiale-toilettes-l%E2%80%99action-ctb-en-mati%C3%A8re-d%E2%80%99assainissement>